

## RETURN BIDS TO:

## RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving Public Works & Government Services  
Canada/Réception des soumissions Travaux publics et  
Services gouvernementaux Canada  
1713 Bedford Row  
Halifax, N.S./Halifax, (N.E.)  
B3J 1T3  
Halifax  
Bid Fax: (902) 496-5016

## Revision to a Request for a Standing Offer

## Révision à une demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

The referenced document is hereby revised; unless  
otherwise indicated, all other terms and conditions of the  
Offer remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication  
contraire, les modalités de l'offre demeurent les mêmes.

## Comments - Commentaires

## Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

## Issuing Office - Bureau de distribution

Real Property Contracting  
1713 Bedford Row  
P.O. Box 2247/C.P. 2247  
Halifax, N.S./Halifax, (N.E.)  
B3J 3C9  
Halifax

<b>Title - Sujet</b> PAVEMENT LINES AND MARKINGS		
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W010C-11C150/A		<b>Date</b> 2012-05-29
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W010C-11-C150		<b>Amendment No. - N° modif.</b> 001
<b>File No. - N° de dossier</b> PWA-1-64181 (104)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>	
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$PWA-104-4888		
<b>Date of Original Request for Standing Offer</b> Date de la demande de l'offre à commandes originale		2012-05-28
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2012-07-09</b>		<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Atlantic Daylight Saving Time ADT
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Nowakowski, Leanne		<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> pwa104
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (902) 496-5377 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (902) 496-5016	
<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>		
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>		
<b>Security - Sécurité</b> This revision does change the security requirements of the Offer. Cette révision change les besoins en matière de sécurité de la présente offre.		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

<b>Acknowledgement copy required</b> <b>Accusé de réception requis</b>	<b>Yes - Oui</b> <input type="checkbox"/>	<b>No - Non</b> <input type="checkbox"/>
<b>The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer.</b> <b>Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.</b>		
<b>Signature</b>	<b>Date</b>	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
<b>For the Minister - Pour le Ministre</b>		

Solicitation No. - N° de l'invitation

W010C-11C150/A

Amd. No. - N° de la modif.

001

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwa104

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W010C-11-C150

File No. - N° du dossier

PWA-1-64181

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

Amendement 001 est délivré à rejoindre annexe A - énoncé des travaux et de changer "Sécurité" à la page un (1) de la demande d'offre à commandes. Les exigences de sécurité n'ont pas été modifiées.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE



Devis

**MARQUAGE DE CHAUSSÉES  
RÉGION DE BFC HALIFAX  
BFC HALIFAX(N-É)**

Dossier W010C-11-C150

2011-05-16

<u>Section</u>	<u>Titre</u>	<u>Pages</u>
<u>Division 01 - Exigences générales</u>		
01 11 00	INSTRUCTIONS GÉNÉRALES	10
01 35 30	EXIGENCES RELATIVES A LA SANTÉ ET A LA SÉCURITÉ	7
01 35 35	CONSIGNES DE SÉCURITÉ-INCENDIE - MDN	5
01 35 36	REGLEMENTS RELATIFS A LA SÉCURITÉ, A LA SÛRETÉ ET AUX INCENDIES DU DMFC BEDFORD	6
01 35 37	ACCES AU COMPLEXE DE RDDC ATLANTIQUE	1
01 35 43	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	2
01 61 00	EXIGENCES GÉNÉRALES CONCERNANT LES PRODUITS	2
01 74 11	NETTOYAGE	2
<u>Division 32 - Aménagements extérieurs</u>		
32 17 23	MARQUAGES DE CHAUSSÉE	5
32 17 23.01	ANNEXE A MARQUAGES DE CHAUSSÉES	12

## PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- 1.1 DESCRIPTION DES TRAVAUX .1 Les travaux visés par la présente offre à commandes comprennent l'apport de toute la main-d'oeuvre et de tous les matériaux et outils, ainsi que tout le matériel requis la peinture des lignes de signalisation sur des revêtements en asphalte ou en béton. Ceci comprend les lignes de stationnement oblique ou en file, les passages pour piétons, les lettres et chiffres, les lignes simples et doubles. Les travaux comprennent l'enlèvement des marques existantes à divers endroits de la BFC Halifax.
- 1.2 INGÉNIEUR .1 Toute référence à l'ingénieur dans le présent devis doit s'entendre de l'inspecteur des contrats en tant que représentant de l'Officier de génie construction(Formation)(OGCF).
- .2 L'adresse de l'ingénieur est la suivante:
- Génie construction de la Formation  
Forces maritimes de l'Atlantique  
C.P. 99000, Succ. Forces Willow Park bâtiment 7  
Halifax, Nouvelle-Écosse B3K 5X5  
A l'attention de l'inspecteur des contrats:  
No de téléphone: (902)720-1807  
No de télécopieur: (902)720-1591
- .3 L'ingénieur fournira à l'entrepreneur une liste de ses représentants autorisés à l'occasion de la réunion préalable aux travaux.
- 1.3 TRAVAUX COMPRIS .1 Conformément à la section 32 17 23, MARQUAGES DE CHAUSSÉE.
- .2 L'entrepreneur doit remettre un produit fini acceptable, peu importe la quantité de main d'oeuvre ou de matériaux requise. L'épaisseur de toute application de peinture ne doit en aucun cas être inférieure à la recommandation du fabricant.
- .3 Nettoyage.
- 1.4 EMLACEMENT DES LIEUX DE TRAVAIL .1 La présente spécification couvre notamment, mais pas exclusivement, les secteurs suivants:
- .1 Stadacona - Halifax, Nouvelle-Écosse;
- .2 Parc Windsor - Halifax, Nouvelle-Écosse;

1.4 EMBLACEMENT DES 1  
LIEUX DE TRAVAIL  
(Suite)

(Suite)

- .3 Parc Willow - Halifax, Nouvelle-Écosse;
- .4 Royal Artillery(RA) Park - Halifax, Nouvelle-Écosse;
- .5 manège militaire d'Halifax - Halifax, Nouvelle-Écosse;
- .6 la Division du contrôle des avaries - Herring Cove, Nouvelle-Écosse;
- .7 Ferguson's Cove - Ferguson's Cove, Nouvelle-Écosse;
- .8 Arsenal maritime - Halifax, Nouvelle-Écosse;
- .9 l'annexe de l'Arsenal maritime(NAD)- Dartmouth, Nouvelle-Écosse;
- .10 Parc Shannon - Dartmouth, Nouvelle-Écosse;
- .11 le Dépôt de munitions des Forces canadiennes Bedford (DMFC Bedford) - Bedford, Nouvelle-Écosse;
- .12 station de démagnétisation de Wright's Cove - Dartmouth, Nouvelle-Écosse;
- .13 champ de tir de Bedford - Bedford, Nouvelle-Écosse;
- .14 RDCC Atlantique - Dartmouth, Nouvelle-Écosse;
- .15 la 12e Escadre Shearwater - Eastern Passage, Nouvelle-Écosse;
- .16 Osbourne Head - Cow Bay, Nouvelle-Écosse;
- .17 SFC Newport Corner - Newport Corner, Nouvelle-Écosse;
- .18 Debert et les quartiers périphériques - Debert, Nouvelle-Écosse;
- .19 CFRS Mill Cove - Mill Cove, Nouvelle-Écosse;
- .20 manège militaire de Windsor - Windsor, Nouvelle-Écosse.

1.5 AUTORISATION  
D'ACCES AUX LIEUX  
DE TRAVAIL

- .1 L'accès aux emplacements est sous la direction du ministère de la Défense nationale. Tous les visiteurs qui pénètrent dans des endroits où un laissez-passer quotidien est délivré seront informés de l'exigence de se soumettre à un examen préalable à sa délivrance.
- .2 Pendant qu'ils sont à l'intérieur des limites de la BFC Halifax, tous les employés et les représentants de l'entrepreneur doivent obéir aux ordres permanents promulgués par les autorités de la

- 
- |  |    |  |
|--|----|--|
| <u>1.5 AUTORISATION<br/>D'ACCES AUX LIEUX<br/>DE TRAVAIL<br/>(Suite)</u> | .2 | (Suite)<br>BFC Halifax. L'ingénieur fournira des copies des ordres permanents pertinents.  |
| <br>   |    |  |
| <u>1.6 RÉUNION<br/>PRÉALABLE AU<br/>DÉBUT DES TRAVAUX</u>                | .1 | Dès l'attribution de l'offre à commandes, l'entrepreneur retenu communiquera avec l'ingénieur au numéro de téléphone 902-720-1807 afin d'organiser une réunion préalable au début des travaux.   |
| <br>   |    |  |
| <u>1.7 HEURES DE<br/>TRAVAIL</u>   | .1 | Les heures normales de travail seront de 8h à 16h, du lundi au vendredi. Les travaux effectués en dehors des heures normales doivent être autorisés par l'ingénieur.   |
| <br>   |    |  |
| <u>1.8 UTILISATION DES<br/>LIEUX DES TRAVAUX<br/>PAR L'ENTREPRENEUR</u>  | .1 | L'entrepreneur sera informé de l'utilisation des lieux des travaux par l'ingénieur.  |
|  | .2 | L'entrepreneur n'encombrera pas les lieux des travaux de matériaux ou d'équipement de manière déraisonnable.   |
|  | .3 | L'entrepreneur déplacera les produits ou l'équipement entreposés qui nuisent aux activités de l'ingénieur ou des autres entrepreneurs.   |
| <br>   |    |  |
| <u>1.9 STATIONNEMENT</u>   | .1 | Une place de stationnement sur les lieux sera mise à la disposition des véhicules et de l'équipement de l'entreprise uniquement. L'entrepreneur entretiendra et gérera cette place de stationnement conformément aux directives.   |
| <br>   |    |  |
| <u>1.10 CODES ET<br/>NORMES</u>  | .1 | Les travaux seront exécutés conformément à la plus récente édition du manuel canadien de la signalisation routière. Code national du bâtiment du Canada(CNBC), du Code canadien du travail ainsi qu'à tout autre code provincial ou d'intérêt local qui s'applique, sous réserve de l'application des dispositions les plus rigoureuses en cas d'incompatibilité entre ces textes et normes. |
|  | .2 | Satisfaire aux exigences des documents de l'offre à commandes ainsi qu'aux normes, aux codes et aux documents de référence particuliers ou dépasser ceux-ci.   |
-

<u>1.11 RÉUNIONS DE PROJET</u>	.1	L'ingénieur organisera les réunions de projet et se chargera d'en fixer l'heure, de consigner les comptes rendus et de les distribuer.
<u>1.12 EMPLACEMENT DE L'ÉQUIPEMENT ET DES ACCESSOIRES FIXES</u>	.2	L'emplacement de l'équipement, des accessoires fixes et des prises de courant indiqué ou précisé doit être considéré comme approximatif.
	.2	Installer l'équipement, les accessoires fixes et les systèmes de distribution de manière à causer le moins d'obstruction possible et à optimiser la superficie utilisable, et ce, conformément aux recommandations relatives à la sécurité, à l'accès et à l'entretien du fabricant.
<u>1.13 SERVICES EXISTANTS</u>	.1	Les travaux comportant l'engagement dans les services existants ou le branchement à ceux-ci doivent être effectués aux moments indiqués par les autorités et entraîner le moins de difficultés possible pour les piétons et la circulation de véhicules.
	.2	Avant d'entreprendre des travaux, déterminer l'emplacement et l'étendue des conduites qui se trouvent dans l'aire des travaux et en informer l'ingénieur.
	.3	Présenter un calendrier des travaux et faire approuver toute fermeture d'un service ou d'équipement actif par l'ingénieur. Se conformer au calendrier des travaux approuvé et en informer les parties concernées.
	.4	Informier immédiatement l'ingénieur de la présence de services non identifiés et confirmer par écrit les constatations.
<u>1.14 DESSINS SUPPLÉMENTAIRES</u>	.1	L'ingénieur peut fournir des dessins supplémentaires pour faciliter l'exécution des travaux. Ces dessins seront fournis à titre d'information seulement. Ces dessins supplémentaires ont la même portée que les dessins faisant partie des documents de l'offre à commandes.
<u>1.15 DONNÉES RELATIVES AUX PRODUITS</u>	.1	Ne pas entreprendre les travaux avant que les soumissions pertinentes aient été examinées par l'ingénieur.
	.2	Soumettre les données relatives aux produits en unités métriques(SI), si elles sont disponibles.
	.3	L'examen des soumissions par l'ingénieur ne libère pas l'entrepreneur de sa responsabilité quant aux erreurs et aux omissions contenues dans les soumissions.



1.15 DONNÉES  
RELATIVES AUX  
PRODUITS  
(Suite)

- .4 Au moment de la soumission, informer par écrit l'ingénieur des dérogations aux exigences des documents de l'offre à commandes et préciser re les motifs de ces dérogations.
- .5 L'examen des soumissions par l'ingénieur ne libère pas l'entrepreneur de sa responsabilité relativement à ses dérogations aux exigences des documents de l'offre à commandes, à moins que l'ingénieur donne son acceptation écrite de certaines dérogations particulières.
- .6 Apporter les changements demandés par l'ingénieur aux soumissions, conformément aux documents de l'offre à commandes, et présenter de nouveau les soumissions conformément aux directives de l'ingénieur.
- .7 Au moment de présenter de nouveau les soumissions, informer par écrit l'ingénieur de toute révision effectuée qui n'avait pas été demandée par l'ingénieur.
- .8 Les données relatives aux produits, y compris les feuillets d'information, les brochures, la documentation et les graphiques de performance tirés des catalogues des fabricants servant à illustrer les produits manufacturés normalisés peuvent faire partie de la soumission des données relatives aux produits, pourvu que l'information qui ne s'applique pas au projet soit supprimée et que les détails supplémentaires s'appliquant au projet soient fournis, au besoin.

1.16 ALIMENTATION  
EN ÉLECTRICITÉ  
ET EN EAU

- .1 Le MDN pourra fournir, sans frais, une alimentation provisoire en électricité et en eau aux fins des travaux de construction.
- .2 L'ingénieur déterminera les points de livraison et les limites quantitatives. Tout raccord nécessite l'autorisation écrite préalable de l'ingénieur. Les raccords à une alimentation électrique existante doivent être effectués conformément au Code canadien de l'électricité.
- .3 Fournir, sans frais supplémentaires pour le MDN, l'équipement et les conduites temporaires permettant de raccorder ces services à l'emplacement de l'exécution des travaux.
- .4 La fourniture des services temporaires par le MDN est assujettie aux exigences du Ministère. Elle peut être supprimée par le représentant du site du MDN en tout temps, sans préavis et sans reconnaissance de responsabilité pour les dommages ou les délais causés par cette suppression des services temporaires.
- .5 Lorsque les conduites de branchement temporaires ne sont plus requises, l'entrepreneur doit enlever toutes les conduites et tout l'équipement, rétablir les points de raccordement dans leur état initial et restaurer la terre à sa forme d'origine.

1.17 VISITE  
DES LIEUX

- .1 Le fait que l'entrepreneur ne visite pas les lieux, n'examine pas les devis et les dessins et ne se familiarise pas avec l'état des lieux n'a pas pour effet de libérer ce dernier de son obligation d'exécuter l'ensemble des travaux conformément aux documents de l'offre à commandes.

1.18 QUALITÉ DE  
L'EXÉCUTION

- .1 On entend par qualité de l'exécution la meilleure qualité de travail effectué par des travailleurs expérimentés et qualifiés pour accomplir les tâches pour lesquelles ils sont embauchés.
- .2 L'entrepreneur doit éviter d'embaucher des personnes inaptes ou non qualifiées pour accomplir les tâches exigées. L'ingénieur se réserve le droit d'exiger le renvoi des lieux des travailleurs jugés incompetents ou négligents, ayant fait preuve d'insubordination ou posé un acte répréhensible.
- .3 En cas de désaccord quant à la qualité ou à la justesse de l'exécution, les décisions sont prises par l'ingénieur uniquement et elles sont sans appel.
- .4 L'entrepreneur embauchera un superviseur compétent et expérimenté, investi de l'autorité nécessaire pour parler en son nom des questions courantes.

1.19 COMMUNICATION  
DES EXIGENCES

- .1 L'ingénieur ou son représentant autorisé doit informer l'entrepreneur des besoins faisant suite à la présente convention d'offre à commandes au moyen du formulaire PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes.
- .2 Avant d'entreprendre les travaux, un coût estimatif doit être soumis par écrit à l'ingénieur ou à son représentant autorisé, y compris le coût total de tous les travaux qui seront exécutés, conformément à la demande. La superficie à peindre sera indiquée sur l'offre à commande subséquente ou l'Ordre de travaux lorsqu'il ou elle sera établi.
- .3 A la demande de l'ingénieur, une ventilation adéquate du prix indiquant la manière dont les coûts ont été engagés doit être fournie.
- .4 Dès acceptation de l'offre, le nom des personnes autorisées à demander ce service sera communiqué à l'entrepreneur par l'ingénieur. Les travaux entrepris par l'entrepreneur à la demande d'autres personnes ne seront pas payés.
- .5 L'entrepreneur doit prévenir TPSGC et l'ingénieur lorsque 75% des fonds affectés à cette convention d'offre à commandes ont été utilisés.

1.20 PROTECTION DE  
LA PROPRIÉTÉ

- .1 L'exécution des travaux doit nuire le moins possible aux occupants, au public et à l'utilisation normale des lieux ou entraîner le moins de difficultés possible pour ceux-ci. Au besoin, l'entrepreneur prendra les dispositions nécessaires avec l'ingénieur pour faciliter l'exécution des travaux.

1.21 PROTECTION DES  
INSTALLATIONS  
EXISTANTES

- .1 L'entrepreneur prendra toutes les précautions nécessaires pour éviter d'endommager les installations existantes. Tout dommage à ces installations occasionné par les activités de l'entrepreneur sera réparé par ce dernier, à ses frais, dans les meilleurs délais.
- .2 Des parements et du matériel de protection spéciaux doivent être fournis afin de protéger les plantes, les murs, les saillies et les ouvrages adjacents à des endroits où des matériaux sont retirés, installés ou hissés.
- .3 L'entrepreneur doit protéger contre les dommages l'ensemble de l'ameublement, de l'équipement et de l'immeuble appartenant à l'occupant pendant l'exécution de l'offre à commandes.
- .4 Lorsque l'ingénieur estime cela nécessaire, fournir et ériger des panneaux d'avertissement et des barrières.

1.22 INSTALLATIONS  
TEMPORAIRES

- .1 L'entrepreneur doit fournir et entretenir tout l'équipement requis pour la bonne exécution des travaux et doit enlever ledit équipement à la fin des travaux.

1.23 PANNEAUX ET  
AVIS SUR LES LIEUX

- .1 Panneaux et avis de sécurité et instructions:
- .1 Les panneaux et les avis de sécurité ainsi que les instructions seront rédigés dans les deux langues officielles. Les symboles graphiques utilisés seront conformes à la norme CAN/CSA-Z321-96(R2006).

1.24 AUTORISATION  
DE SÉCURITÉ

- .1 L'entrepreneur et ses employés doivent être admissibles à l'autorisation de niveau de sécurité renforcé, telle qu'elle est définie par l'agent de sécurité du ministère de la Défense nationale.
- .2 L'ingénieur prendra les dispositions nécessaires pour obtenir les autorisations de sécurité.

- 
- 1.25 INSPECTION .1 Tous les travaux et les matériaux visés par le présent devis sont sujets à une inspection de l'ingénieur en tout temps.
- 1.26 DOCUMENTS REQUIS .1 Conserver sur le chantier un exemplaire de chacun des documents suivants:
- .1 Devis;
  - .2 Formulaire PWGSC-TPSGC 942; et
  - .3 Dessins du contrat/l'offre à commandes.
- 1.27 MODE DE FACTURATION .1 Chaque demande présentée au moyen du formulaire PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes, fera l'objet d'une facture distincte.
- .2 Les factures portant sur les travaux exécutés visés par le présent devis seront préparées en un(1) exemplaire et transmises à l'adresse suivante:
- Section des comptes créditeurs  
Génie construction de la Formation  
Forces maritimes de l'Atlantique  
Willow Park, Édifice 7  
C.P. 99000, Succ. Forces  
Halifax, Nouvelle-Écosse B3K 5X5
- .3 Toutes les factures seront envoyées dans les trente(30) jours suivant l'achèvement des travaux.
- .4 Les renseignements suivants seront indiqués clairement sur chaque facture:
- .1 le numéro de contrat;
  - .2 le numéro de l'ordre des travaux et(ou) le numéro de série;
  - .3 le numéro de la demande, de l'ordre ou de l'offre;
  - .4 le numéro de l'édifice ou son emplacement;
  - .5 les dates auxquelles les travaux ont été exécutés.
  - .6 La facture comprendra également une description détaillée des travaux exécutés ainsi qu'une liste détaillée des produits(une copie de la facture du fournisseur de matériaux envoyée à l'entrepreneur sera aussi comprise ainsi que tous les autres coûts facturés), de la main-d'oeuvre, des coûts indirects,
-

1.27 MODE DE  
FACTURATION  
(Suite)

- .4 (Suite)
  - .3 (Suite)
    - .6 (Suite)  
du profit et des taxes qui s'appliquent, indiqués séparément.
    - .7 Les coûts de la main-d'oeuvre doivent être ventilés par corps de métier et par corps d'état du second oeuvre. Les feuilles de temps seront également fournies, sur demande.
  - .5 Tous les appels appuyés d'une Commande subséquente à une offre à commandes(formulaire PWGSC-TPSGC 942) doivent être facturés séparément.
  - .6 Les factures qui ne contiennent pas les informations mentionnées dans la présente section ne seront pas traitées.

1.28 REGLEMENTS  
SUPPLÉMENTAIRES

- .1 Les sections suivantes font partie intégrante du présent devis. L'entrepreneur retenu recevra copie de ces règlements lors de la rencontre préalable qui aura lieu avant le début des travaux.
  - .1 01 35 30 - EXIGENCES RELATIVES A LA SANTÉ ET A LA SÉCURITÉ;
  - .2 01 35 35 - CONSIGNES DE SÉCURITÉ-INCENDIE - MDN
  - .3 01 35 36 - REGLEMENTS RELATIFS A LA SÉCURITÉ, A LA SURETÉ ET AUX INCENDIES DU DMFC BEDFORD; et
  - .4 01 35 37 - ACCES AU COMPLEXE DE RDDC ATLANTIQUE.
- .2 L'entrepreneur doit s'assurer que son personnel ainsi que les sous-traitants et leur personnel comprennent et respectent en tout temps les règlements lorsqu'ils se trouvent dans les limites de la BFC Halifax(N-É).

1.29 GARANTIE

- .1 La main-d'oeuvre, les matériaux et l'équipement fournis en vertu de l'offre à commandes doivent être garantis pendant une période d'un(1) an suivant son achèvement.
- .2 L'entrepreneur qui fournit de l'équipement acheté d'un fournisseur ou d'un fabricant doit obtenir de ce dernier une garantie qui couvre la période indiquée, pour le compte du MDN.
- .3 Si la période de garantie habituelle offerte par le fabricant dépasse la période indiquée, l'entrepreneur doit obtenir du fabricant ou du fournisseur la période de garantie habituelle.

1.29 GARANTIE  
(Suite)

- .4 Toutes les garanties données doivent être conformes aux exigences des documents de l'offre à commandes et transmises à l'ingénieur à la date de transfert du projet.

PARTIE 2 - PRODUIT

Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

Sans objet.

## PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

### 1.1 MESURES DE SÉCURITÉ SUR LES CHANTIERS

- .1 L'entrepreneur observera et appliquera les mesures de sécurité et il respectera les exigences des lois et des instruments habilitants suivants:
  - .1 la partie II du Code canadien du travail et le Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail;
  - .2 la loi de la Nouvelle-Écosse intitulée Nova Scotia Occupational Health and Safety Act et le règlement d'application intitulé Occupational General Safety Regulations, tels que modifiés de temps à autre;
  - .3 les dernières modifications apportées à la partie 8 du Code national du bâtiment du Canada et le Code national de prévention des incendies du Canada.
  - .4 Commission des accidents du travail de la Nouvelle-Écosse.
  - .5 les législations municipale applicables.
  - .6 les contraintes de sécurité du ministère de la Défense nationale et de la base.
- .2 L'ingénieur fournira un exemplaire de toutes les instructions écrites particulières pertinentes qui doivent être suivies.
- .3 Dans le cas d'incohérence des exigences réglementaire de l'ensemble de lois rappelé ci-dessus, se conformer aux mesures les plus rigoureuses ou sous les directives écrites de l'ingénieur.
- .4 Se reporter à la Section 01 35 35, Consignes de sécurité-incendie - MDN.
- .5 **Avant l'attribution du contrat**
  - .1 Les soumissionnaires doivent fournir un exemplaire de la politique relative à la sécurité de l'entreprise portant la signature de son propriétaire ou de son représentant autorisé.
  - .2 Les soumissionnaires doivent fournir, à la satisfaction de l'État, des documents et une preuve indiquant qu'ils ont fait l'objet d'une VÉRIFICATION DE SÉCURITÉ indépendante dont le résultat a été positif, et qu'ils maintiendront ce résultat pendant toute la durée de l'offre à commandes(entrepreneur et sous-traitant(s)).

1.1 MESURES DE  
SÉCURITÉ SUR LES  
CHANTIERS  
(Suite)

- .6 **Avant le début des travaux**
- .1 A la demande de l'État, le soumissionnaire doit fournir des documents indiquant la formation en techniques et normes de sécurité suivie par chaque personne qui participera à l'exécution de l'offre à commandes.
- .7 Les mesures disciplinaires doivent être expliquées bien clairement dans les documents d'appel d'offres ou les documents de l'offre à commandes afin d'éviter tout malentendu.
- .1 **Première infraction:** Un avertissement verbal est donné à l'entrepreneur qui commet une première infraction à un règlement sur la sécurité(L'infraction est documentée dans le dossier de l'offre à commandes et un exemplaire de cette documentation est remis à l'entrepreneur, à Construction de Défense Canada(CDC) ou à TPSGC.).
- .2 **Deuxième infraction:** Un avertissement écrit est donné à l'entrepreneur qui commet une deuxième infraction à un règlement sur la sécurité(L'infraction est documentée dans le dossier de l'offre à commandes et un exemplaire de cette documentation est remis à l'entrepreneur, à CDC ou à TPSGC.).
- .3 **Troisième infraction:** Une troisième infraction à un règlement sur la sécurité peut entraîner la résiliation de l'offre à commandes. On recommandera aussi à l'autorité contractante de refuser l'accès aux marchés du Génie construction de la formation à l'entrepreneur(L'infraction est documentée dans le dossier de l'offre à commandes et un exemplaire de cette documentation est remis à l'entrepreneur, à CDC ou à TPSGC.).
- .4 **Infraction grave:** Dans le cas d'une infraction à un règlement sur la sécurité jugée grave par un organisme de réglementation, un gestionnaire de projet ou un officier de sécurité, on recommandera à l'autorité contractante de résilier immédiatement le contrat ou l'offre à commandes (L'infraction est documentée dans le dossier de l'offre à commandes et un exemplaire de cette documentation est remis à l'entrepreneur, à CDC ou à TPSGC.).
- .5 **Dépôt d'accusations ou déclaration de culpabilité par les tribunaux:** L'entrepreneur peut se voir refuser l'accès aux marchés du Génie construction de la formation lorsque des infractions à un règlement sur la sécurité entraînent le dépôt d'accusations contre lui par un organisme de réglementation ou lorsqu'il est reconnu coupable par les tribunaux.



1.2 PRODUITS  
D'AMIANTE ET  
ACTIVITÉ ASSOCIÉE  
A L'AMIANTE

- .1 La fourniture de nouveaux produits contenant des matériaux fibreux en amiante est interdite dans les limites de la Base.
- .2 La démolition ou le déplacement de matériaux amiantés appliqués par projection ou à la truelle peut être dangereux pour la santé. Les personnes qui trouvent des matériaux semblant contenir de l'amiante appliquée à la truelle ou pulvérisée dans le cadre de l'exécution des travaux doivent cesser les travaux et en aviser immédiatement l'ingénieur. Les travaux doivent être interrompus jusqu'à la réception des instructions écrites de l'ingénieur.

1.3 FIXATEUR A  
CARTOUCHES

- .1 Les dispositifs actionnés par charge explosive ne seront pas utilisés.

1.4 TRAVAIL A CHAUD

- .1 Tout travail à chaud nécessite l'autorisation écrite de l'ingénieur(permis de travail à chaud).
- .2 L'installation de ventilation située dans l'aire des travaux à chaud doit être isolée afin d'éviter que des vapeurs ou de la fumée s'en dégagent et afin de réduire toute possible propagation du feu à d'autres parties du bâtiment.
- .3 L'entrepreneur doit embaucher un employé ayant suivi une formation dans l'utilisation d'un extincteur qui agira comme piquet d'incendie pendant un travail à chaud et pendant une période d'au moins trente(30) minutes suivant la fin de l'activité.

1.5 ESPACES CLOS

- .1 Les travaux dans des espaces clos seront exécutés conformément aux dispositions de la partie XI du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail.
- .2 L'entrepreneur doit fournir et entretenir tout équipement dont une personne a besoin pour entrer dans un espace clos et(ou) pour exécuter un travail de manière sécuritaire, conformément à la partie XI du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail.
- .3 L'entrepreneur doit donner de la formation, conformément aux exigences de la partie XI du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail.
  - .1 L'employeur et(ou) ses employés doivent fournir une preuve de la formation suivie ainsi que de leur qualification, à la demande de l'ingénieur.
- .4 L'entrepreneur doit fournir à l'ingénieur une copie du «permis d'entrée» pour chaque entrée dans un espace clos afin de se

1.5 ESPACES CLOS  
(Suite)

- .4 (Suite)  
conformer à la partie XI du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail.
- .5 L'entrepreneur doit faire évaluer les risques associés à l'entrée dans un espace clos.
  - .1 L'entrepreneur doit remettre une copie de l'évaluation des risques à l'ingénieur.

1.6 PROTECTION  
CONTRE LES CHUTES

- .1 Tous les travaux effectués à une hauteur qui dépasse les restrictions relatives à la hauteur imposées par la loi, à partir d'une structure non munie d'un dispositif de protection et(ou) d'un échafaudage, seront exécutés conformément aux dispositions du paragraphe 12.10 de la partie XII du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail.
- .2 Les composantes de tout dispositif de protection contre les chutes doivent être conformes aux normes précisées dans le paragraphe 12.10(2) de la partie XII du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail.
- .3 L'entrepreneur doit veiller à ce que le matériel de protection contre les chutes soit entretenu, inspecté et vérifié par un technicien qualifié, tel que l'exige le paragraphe 12.3 de la partie XII du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail.

1.7 ÉCLAIR D'ARC  
ÉLECTRIQUE

- .1 L'entrepreneur doit veiller à ce que tout l'équipement électrique, tels les standards téléphoniques, les panneaux de contrôle, les centres de commande de moteurs et les enveloppes des socles de compteur, porte une étiquette d'avertissement qui met en garde les utilisateurs contre le risque de choc électrique et d'éclair d'arc électrique. Toutes les installations électriques, nouvelles et modifiées, doivent porter cette étiquette.
- .2 Les informations concernant la «catégorie de danger d'éclair d'arc électrique(de 0 à 4)» et la «zone de sécurité contre les arcs électriques» définie dans la norme NFPA 70E(National Fire Protection Association des États-Unis) doivent également figurer sur l'étiquette d'avertissement. Toutes les spécifications de projets doivent comprendre une étude de courts-circuits ainsi qu'une analyse des dangers d'éclair d'arc électrique.
- .3 En conformité avec le paragraphe 4.3.3.3 de la nouvelle norme CSA Z462-08, les entrepreneurs-électriciens doivent maintenant effectuer une analyse des dangers de choc et d'éclair d'arc électriques afin de déterminer l'équipement de protection individuel(EPI) adéquat à porter. Les entrepreneurs-électriciens doivent maintenant porter un équipement de protection individuel contre les éclairs d'arc électrique lorsqu'ils effectuent une

1.7 ÉCLAIR D'ARC  
ÉLECTRIQUE  
(Suite)

- .3 (Suite)  
recherche de panne et des tests de diagnostic qui ne peuvent être exécutés si le conducteur ou le circuit électrique n'est pas mis sous tension. L'entrepreneur doit veiller à ce que toutes ses pratiques de travail assurent la protection de chaque employé contre les éclairs d'arc électrique et contre un contact direct de toute partie du corps avec des parties sous tension ou indirect par l'entremise d'un autre objet porteur de courant.

1.8 SÉCURITÉ

- .1 L'entrepreneur fournira une copie de la politique et du programme de santé et de sécurité au travail internes, lesquels seront conformes aux lois sur la santé et la sécurité au travail de la province. L'ingénieur donnera des instructions à l'entrepreneur lorsque des normes fédérales s'appliquent.
- .2 L'entrepreneur effectuera des évaluations des risques associés au chantier afin de mettre en place des procédures concernant les pratiques de travail sécuritaires propres au chantier qui assurent la sécurité et le bien-être de ses employés. Des copies de ces procédures seront mises à la disposition du ministère de la Défense nationale, sur demande.
- .3 Toutes les copies des évaluations officielles des risques effectuées par l'entrepreneur pendant toute la durée des travaux seront conservées et mises immédiatement à la disposition de l'ingénieur, sur demande.
- .4 Il incombe à l'entrepreneur de bien connaître l'ensemble des lois, des règlements, des codes et des exigences contractuelles en matière de sécurité qui s'appliquent. Ces lois, règlements, codes et exigences contractuelles en matière de sécurité applicables doivent être indiqués et abordés dans le plan de sécurité, et toutes les instructions permanentes d'opération(IPO), les pratiques de travail sécuritaires qui intègrent des mesures de contrôle claires et particulières, les règles, les procédures et les pratiques qui s'appliquent deviendront obligatoires.
- .5 Le plan de sécurité sera affiché dans un endroit familier du chantier situé à la vue de tous les travailleurs et de toutes les personnes qui y accèdent. L'entrepreneur s'assurera que tous les employés, y compris les employés des sous-traitants, sont informés de ce plan de sécurité et de l'endroit où il est affiché.
- .6 L'entrepreneur s'assurera que tous les travailleurs et toutes les personnes autorisées qui accèdent au chantier sont informés du plan de sécurité affiché et qu'ils se conforment à ce plan, aux règles et procédures de sécurité ainsi qu'aux pratiques de travail sécuritaires et observent les lois, les règlements et les codes qui s'appliquent. Les personnes qui ne les respectent pas ne seront pas autorisées à entrer dans le site.

1.8 SÉCURITÉ  
(Suite)

- .7 L'entrepreneur s'assurera que l'ensemble de l'équipement de protection individuel(EPI) nécessaire est utilisé.
- .1 Tous les employés sont tenus de porter un casque de protection conforme à la norme CSA Z94.1-05.
  - .2 Tous les employés sont tenus de porter des chaussures de sécurité conformes à la norme CSA Z195-09.
  - .3 Tous les employés sont tenus de porter un dispositif de protection des yeux et du visage conforme à la norme CSA Z94.3.1-09.
  - .4 Lorsque et quand le niveau sonore est plus de 85 décibels, tous les employés sont tenus de porter un dispositif de protection de l'ouïe conforme à la norme CAN/CSA Z94.2-02(R2007).
  - .5 Lorsqu'ils peuvent être exposés à des fumées toxiques ou à des émanations délétères, à un déficit en oxygène ou à des concentrations élevées de poussières qui présentent un danger pour la vie, la sécurité ou la santé, tous les employés sont tenus de porter un appareil respiratoire conforme à la norme CSA Z94.4-02(R2007).
- .8 L'ingénieur prendra les dispositions nécessaires pour que l'entrepreneur soit informé des mesures de sécurité relatives au site dans les quatorze(14) jours suivant l'attribution de l'offre à commandes.

1.9 PANNEAUX ET  
AVIS SUR LES LIEUX

- .1 Panneaux et avis de sécurité et instructions:
- .1 Les panneaux et les avis de sécurité ainsi que les instructions seront rédigés dans les deux langues officielles. Les symboles graphiques utilisés seront conformes à la norme CAN/CSA Z321-96(R2006).

PARTIE - 2 PRODUITS

Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

Sans objet.

## PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- |  |    |   |
|--|----|---|
| <u>1.1 SIGNALEMENT<br/>D'UNE URGENCE</u>                                 | .1 | Le numéro de téléphone à composer pour signaler une urgence est le 9-1-1.   |
| <u>1.2 APPLICATION DES<br/>MESURES DE SÉCURITÉ<br/>AU CAS D'INCENDIE</u> | .1 | La prescription et l'application des mesures de sécurité au cas d'incendie qui sont obligatoires dans les limites de la Base relèvent du chef des pompiers de la Formation.   |
|  | .2 | L'ingénieur veillera à ce que le personnel de l'entrepreneur observe toutes les exigences relatives à la présente section sur le devis, à la dernière édition du Code national du bâtiment du Canada(CNBC) et du Code national de prévention des incendies du Canada(CNPIC), y compris toutes modifications ultérieures publiées par le Conseil national de recherches du Canada. |
|  | .3 | L'ingénieur se réserve le droit d'exiger le renvoi du site des personnes considérées comme négligentes ou agissant en contravention des exigences en matière de sécurité-incendie.  |
| <u>1.3 SÉANCE<br/>D'INFORMATION EN<br/>SÉCURITÉ-INCENDIE</u>             | .1 | Avant de commencer les travaux visés par la présente offre à commandes, l'ingénieur organisera une réunion de toutes les parties concernées afin d'examiner et de clarifier les mesures de sécurité au cas d'incendie, et, au besoin, une séance d'information avec le chef des pompiers de la Formation.   |
|  | .2 | L'ingénieur fournira des directives sur le signalement d'un incendie, notamment le numéro d'urgence à composer et l'emplacement des avertisseurs d'incendie qui se trouvent dans l'aire des travaux ou à proximité de celle-ci.   |
| <u>1.4 PIQUET<br/>D'INCENDIE</u>   | .1 | Assurer ce service, y compris la formation et l'affectation de guetteurs d'incendie, selon l'importance et le calendrier prévus par le chef des pompiers de la Formation.   |
| <u>1.5 EXTINCTEURS</u>   | .1 | Fournir les extincteurs nécessaires à la protection, en cas d'urgence, des travaux en cours et des installations de l'entrepreneur sur le chantier; les extincteurs fournis doivent avoir les caractéristiques exigées par le chef du service des incendies.  |

1.6 MESURES DE  
SÉCURITÉ RELATIVES  
A LA FUMÉE

- .1 En conformité avec les présentes exigences en matière de sécurité-incendie se rapportant à l'aire des travaux et au site, l'ingénieur et le chef des pompiers de la Formation désigneront les endroits présentant un risque d'incendie ainsi que les endroits non réglementés où il peut être permis de fumer.
- .2 Il est interdit de fumer dans tous les bâtiments.
- .3 Dans toutes les autres zones, faire preuve de prudence et suivre les directives écrites ou verbales de l'ingénieur relatives à l'utilisation d'articles de fumeur.

1.7 SIGNALEMENT DES  
INCIDENTS D'INCENDIE

- .1 Signaler immédiatement tous les incidents d'incendie de la manière suivante:
  - .1 actionner le dispositif d'alarme le plus proche;
  - .2 composer le 9-1-1 ou le numéro de téléphone indiqué au cours de la séance d'information;
  - .3 téléphoner l'ingénieur.
- .2 Les personnes qui actionnent le dispositif d'alarme doivent demeurer sur place afin d'indiquer au service d'incendie le chemin vers les lieux du sinistre.
- .3 Lorsqu'un incendie est signalé par téléphone, donner l'emplacement de l'incendie, le nom et le numéro de l'édifice et être prêt à indiquer le chemin vers les lieux du sinistre au service d'incendie.

1.8 SYSTEMES  
D'ALARME DE  
PROTECTION INCENDIE,  
INTÉRIEURS ET  
EXTÉRIEURS

- .1 Informer au moins 48 heures à l'avance le chef des pompiers de la Formation de tout travail prévu pouvant nécessiter que les systèmes d'alarme incendie et(ou) de protection soient:
  - .1 être obstrués de quelque manière que ce soit;
  - .2 être fermés ou arrêtés;
  - .3 désactivés à la fin d'une journée ou d'une période de travail.
- .2 Ne pas entreprendre ce travail tant que l'ingénieur n'a pas confirmé qu'il a reçu l'approbation et les directives du chef des pompiers de la Formation.
- .3 Les prises d'eau d'incendie, les réservoirs au sol et les tuyaux souples ne doivent être utilisés qu'aux fins de lutte contre l'incendie, à moins d'une autorisation de l'ingénieur et du chef des pompiers de la Formation.

1.9 BLOCAGE DE  
L'ACCES AUX ENGINS  
D'INCENDIE

- .1 Obtenir l'approbation de l'ingénieur et du chef des pompiers de la Formation 24 heures avant d'entreprendre des travaux, tels le creusage de tranchées ou l'érection d'échafauds ou de barricades, qui bloqueraient l'accès aux engins d'incendie. Aviser immédiatement l'ingénieur du non-respect des dégagements horizontaux et verticaux minimaux, à l'intérieur ou à l'extérieur des bâtiments, conformément aux instructions du chef des pompiers de la Formation.

1.10 DÉCHETS ET  
MATÉRIAUX DE REBUT

- .1 Entreposage:
- .1 lorsque l'entreposage de déchets d'hydrocarbures dans les zones de travail est nécessaire, faire preuve d'une extrême prudence afin d'assurer une sécurité et une propreté maximales;
- .2 les chiffons ou les matériaux graisseux ou huileux susceptibles de s'enflammer spontanément doivent être déposés et conservés dans un récipient approuvé par le chef des pompiers de la Formation et enlevés conformément aux directives de l'ingénieur.
- .2 Il est interdit de brûler des matériaux de rebut.
- .3 Enlèvement des déchets et des matériaux de rebut:
- .1 Débarrasser le chantier de tout matériau de rebut à la fin de chaque journée ou de chaque période de travail, ou selon les directives de l'ingénieur.

1.11 LIQUIDES  
INFLAMMABLES

- .1 La manipulation, l'entreposage et l'utilisation de liquides inflammables sont régis par les exigences formulées par le chef des pompiers de la Formation et doivent respecter celles-ci, conformément au plan de sécurité en cas d'incendie approuvé.
- .2 La quantité de liquides inflammables entreposés dans un local ne doit pas excéder trente(30) litres, pourvu que ceux-ci soient entreposés dans des endroits et des contenants approuvés par le chef des pompiers de la Formation.
- .3 L'ingénieur se réserve le droit d'exiger l'enlèvement du site de tout conteneur d'entreposage qui n'est pas jugé acceptable par le chef des pompiers de la Formation.
- .4 L'ingénieur n'autorisera l'entreposage dans un local de quantités de liquides inflammables excédant trente(30) litres, aux fins d'exécution de travaux sur place, que s'il en reçoit l'autorisation écrite du chef des pompiers de la Formation.



1.11 LIQUIDES  
INFLAMMABLES  
(Suite)

- .5 Le transport de liquides inflammables à l'intérieur des bâtiments est interdit.
- .6 Le transport de liquides inflammables ne sera pas effectué à proximité de flammes nues ou de tout type d'appareils producteurs de chaleur.
- .7 Les liquides inflammables dont le point d'éclair est inférieur à vingt-deux(22) degrés Celsius, comme le pétrole ou l'essence, ne seront pas utilisés comme solvants ou agents nettoyants.
- .8 Les résidus liquides inflammables destinés à l'enlèvement seront entreposés dans des contenants approuvés situés dans un local ventilé sécuritaire. Les quantités de résidus liquides inflammables n'excéderont pas trente(30) litres. Il est interdit de déverser ou de brûler des liquides inflammables sur le site.

1.12 MATIERES  
DANGEREUSES

- .1 Prendre les précautions particulières nécessaires pour protéger la vie et la propriété des dommages causés par le feu ou les explosifs.
- .2 Exécuter tous les travaux nécessitant l'emploi de matières toxiques ou dangereuses, de produits chimiques ou d'explosifs, ou encore présentant des risques quelconques pour la vie, la sécurité ou la santé conformément aux exigences du Code national de prévention des incendies du Canada et aux mesures prévues par le chef des pompiers de la Formation.

1.13 TRAVAIL A  
CHAUD DANGEREUX

- .1 Il est nécessaire d'obtenir un permis de travail à chaud du chef des pompiers de la Formation avant de commencer un «travail à chaud» requérant l'emploi d'une flamme nue ou un brûlage.

PARTIE 2 - PRODUITS

Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

Sans objet.

## PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

LES ENTREPRENEURS VEILLERONT A CE QUE LEUR PERSONNEL CONNAISSE BIEN CES REGLEMENTS ET CES EXIGENCES.

### 1.1 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- .1 Les règlements relatifs à la sécurité, à la sûreté et aux incendies du Dépôt de munitions des Forces canadiennes Bedford(DMFC) promulgués par le commandant de la Base, BFC Halifax, et administrés par le surintendant du DMFC Bedford, Nouvelle-Écosse, sont résumés dans les pages suivantes.
- .2 Le personnel de l'entrepreneur doit obéir à tous les règlements pendant qu'il travaille à l'intérieur des limites du DMFC Bedford.

### 1.2 RÉUNION DE SÉCURITÉ ET DE SÛRETÉ PRÉALABLE AUX TRAVAUX

- .1 Avant de commencer les travaux, l'entrepreneur doit rencontrer les officiers des règlements relatifs à la sécurité, à la sûreté et à la sécurité incendie du site. Conformément aux directives de l'ingénieur et des officiers des règlements du site, l'entrepreneur s'assurera que tous ses employés reçoivent des instructions détaillées en matière de sécurité, de sûreté et de précautions à prendre contre l'incendie propres à un dépôt de munitions et qu'ils respectent les règlements en tout temps.

### 1.3 LAISSEZ-PASSER DE SÉCURITÉ

- .1 Les entrepreneurs doivent se présenter au sous-officier responsable des commissionnaires à l'édifice 153; ils doivent donner le nom de tous leurs employés ainsi qu'une description de tous leurs véhicules afin d'obtenir les laissez-passer temporaires nécessaires avant de procéder aux travaux dans les limites du dépôt

### 1.4 CONDITIONS D'ACCES

- .1 Tous les visiteurs se verront délivrer un laissez-passer quotidien et devront signer un accusé de réception indiquant qu'ils sont au courant des conditions d'accès suivantes et consentent à celles-ci.
- .2 La personne à qui ce laissez-passer est délivré accepte de le remettre à l'agent de sûreté posté à la guérite à la fin de la convention d'offre à commandes ou de l'emploi au DMFC Bedford.
- .3 Tous les véhicules qui pénètrent dans le DMFC Bedford et en sortent peuvent être soumis à une fouille afin de s'assurer qu'aucun article interdit n'y est introduit ou qu'aucun produit de contrebande n'en est retiré.

1.5 SERVICES  
D'INCENDIE DU DMFC  
BEDFORD

- .1 Le Service des incendies du MDN assure la lutte contre les incendie au DMFC Bedford du lundi au vendredi, de 7h30 à 16h. Les travaux visés par la présente offre à commandes doivent être terminés à 15h30 tous les jours. En dehors de ces heures, l'intervention en cas d'incendie est assurée par la Municipalité régionale d'Halifax(MRH). L'entrepreneur communiquera avec le chef de peloton de l'Arsenal, au numéro de téléphone 427-0550, poste 3500, avant d'exécuter des travaux pendant les heures de fermeture.

1.6 FOUILLES

- .1 Le Corps canadien des commissionnaires peut en tout temps effectuer une fouille personnelle des personnes qui se trouvent à l'intérieur du dépôt de munitions. Les véhicules qui pénètrent dans le dépôt et en sortent peuvent être soumis à une fouille afin d'assurer qu'aucun produit de contrebande n'est introduit dans la zone des explosifs et qu'aucun bien n'en est retiré sans autorisation.

1.7 ALARMES

- .1 ALARMES DU DÉPOT: Une sirène d'alarme retentit uniquement en cas d'urgence comme un incendie, une explosion, un orage ou une évacuation. Une sirène retentit également pour indiquer une «fin d'alerte».
- .2 ALARME D'INCENDIE: Le système d'alarme incendie du dépôt émet une série de signaux sonores d'intensité «ÉLEVÉE à FAIBLE» pour indiquer qu'il y a une urgence dans la zone des explosifs. Les entrepreneurs doivent alors cesser leurs activités et se rendre, dans leurs propres véhicules, jusqu'à la sortie la plus proche, à l'écart de la zone des explosifs. Lorsqu'aucun véhicule n'est disponible, ils doivent se rendre jusqu'au lieu de rassemblement le plus proche, soit l'édifice 169 ou 143.
- .3 ORAGE: Le système d'alarme incendie du dépôt émet une série de signaux sonores pour lancer un avertissement d'orage. Les entrepreneurs doivent alors cesser leurs activités et se rendre, dans leurs propres véhicules, jusqu'à la sortie la plus proche, à l'écart de la zone des explosifs. Lorsqu'aucun véhicule n'est disponible, ils doivent se rendre jusqu'au lieu de rassemblement le plus proche, soit l'édifice 169 ou 143.
- .4 ÉVACUATION: Le système d'alarme incendie du dépôt émet une série de signaux sonores lents pour indiquer que le surintendant a donné l'ordre d'évacuer la zone des explosifs. Cette évacuation pourrait s'étendre à la zone sans explosifs et à tout autre endroit, selon les ordres du surintendant.
- .5 FIN D'ALERTE: Le système d'alarme incendie du dépôt émet une sonnerie continue pour indiquer la fin de l'état d'alerte.

1.8 SIGNALEMENT  
D'UN INCENDIE

- .1 Qu'ils aient été éteints ou non, tous les incendies doivent être signalés immédiatement au Service d'incendie de la Base.
- .2 Tous les entrepreneurs et les employés doivent bien connaître l'emplacement des avertisseurs d'incendie ou des téléphones les plus proches.
- .3 Les incendies peuvent être signalés en déclenchant l'avertisseur d'incendie public le plus proche ou en composant le 9-1-1. Les personnes qui signalent un incendie doivent demeurer près de l'avertisseur d'incendie ou du téléphone jusqu'à l'arrivée du service d'incendie et être prêtes à indiquer le chemin vers les lieux du sinistre au service d'incendie.

1.9 ARTICLES  
INTERDITS

- .1 L'introduction des articles suivants dans la zone des explosifs est interdite et(ou) contrôlée. Le surintendant peut autoriser l'introduction des articles suivants:
  - .1 les allumettes ou tout autre équipement producteur de flammes(y compris les allume-cigarettes);
  - .2 les pipes, les produits du tabac, les appareils ou les articles de fumeur quels qu'ils soient;
  - .3 les explosifs ou les produits chimiques;
  - .4 les lumières, les lampes, les appareils ou les outils électriques qui ne sont pas à l'épreuve des explosions;
  - .5 les appareils photographiques;
  - .6 la nourriture et les boissons;
  - .7 le matériel de transmission(comme les récepteurs portatifs, les téléphones cellulaires, les démarreurs à distance, les ouvre-portes de garage, etc.).
- .2 L'introduction, la possession ou la consommation de boissons alcoolisées, de narcotiques ou de toute substance intoxicante dans les limites du dépôt de munitions est interdite.
- .3 Tout matériel de ce type découvert dans le cadre d'une fouille sera saisi par les agents de sécurité du site et détenu à la guérite.

1.10 REGLEMENT  
RELATIF A LA  
SÉCURITÉ ET AUX  
INCENDIES

- .1 FUMÉE: Il est formellement interdit de fumer dans les zones des explosifs.
- .2 BATIMENTS: Il est interdit de fumer dans tous les bâtiments.
- .3 MESURES DE SÉCURITÉ RELATIVES A L'ÉQUIPEMENT ÉLECTRIQUE ET ÉLECTRONIQUE: Toute personne qui utilise ou entretient de l'équipement électrique et électronique requérant une tension supérieure à 50V doit informer les officiers de sécurité et de sécurité-incendie du chantier de toutes les règles de sécurité énoncées dans les manuels de fonctionnement et d'instruction de cet équipement.
- .4 SUBSTANCES INFLAMMABLES, EXPLOSIFS OU PRODUITS CHIMIQUES: Au besoin, l'introduction de substances inflammables, d'explosifs ou de produits chimiques dans la zone des explosifs peut être autorisée, pourvu que l'officier de sécurité du dépôt et le service d'incendie du dépôt en aient été informés et que le surintendant ait donné son autorisation. Lorsque leur introduction a été autorisée, ces articles peuvent être transportés par les entrepreneurs, pourvu que le service d'incendie du dépôt ait été informé du corridor de transport et que des extincteurs d'incendie adéquats soient disponibles.
- .5 FLAMME NUE OU SOUDAGE: Tous les travaux requérant le coupage, le soudage ou l'utilisation d'appareils à flamme nue à l'intérieur de bâtiments contenant des explosifs ou près de ceux-ci doivent avoir été préalablement approuvés. L'officier de la sécurité-incendie inspectera la zone des travaux afin de s'assurer qu'elle dispose d'extincteurs d'incendie et de dispositifs de premiers soins adéquats et que des guetteurs d'incendie y sont postés.
- .6 CONTENANTS DE DISTRIBUTION DE CARBURANT: Les entrepreneurs doivent s'assurer que tous leurs contenants de distribution de carburant satisfont aux normes suivantes ou les dépassent:
  - .1 bidons de sécurité de type II, étanches et en tôle plombée, homologués par les Laboratoires des assureurs(UL) et approuvés par la Mutuelle des manufacturiers;
  - .2 bidons munis d'un bouchon à ressort qui s'ouvre pour laisser s'échapper la vapeur et se referme automatiquement lorsque la pression interne est relâchée;
  - .3 bidons munis d'un pistolet de distribution en métal flexible ou rigide qui empêche la production d'étincelles statiques;
  - .4 norme de réception: contenants Protectoseal, modèles nos 247, 249, 8410 et 8420;
  - .5 autres produits acceptables: contenants Safe-T-Way;

1.10 REGLEMENT  
RELATIF A LA  
SÉCURITÉ ET AUX  
INCENDIES  
(Suite)

- .6 (Suite)
- .6 tout autre modèle de contenant doit être approuvé par le chef des pompiers de la Base;
- .7 toute infraction à l'un des règlements précités entraînera l'annulation immédiate du laissez-passer de sécurité du contrevenant et son expulsion immédiate du site.

1.11 REGLEMENT SUR .1  
LA CIRCULATION

VÉHICULES: Tous les opérateurs doivent obéir rigoureusement aux règles suivantes lorsqu'ils circulent dans le dépôt de munitions.

- .1 Les conducteurs éviteront de laisser tourner au ralenti le moteur de leur véhicule ou de laisser sans surveillance les véhicules garés entre les bâtiments ou les traverses.
- .2 Les conducteurs éviteront de conduire un véhicule dans le sens inverse de celui indiqué sur les panneaux annonçant une voie «à sens unique».
- .3 Il est interdit en tout temps de conduire un véhicule à une vitesse supérieure à 25 kilomètres à l'heure à l'intérieur de la zone du dépôt.
- .4 Il est interdit en tout temps de conduire un véhicule à une vitesse supérieure à 8 kilomètres à l'heure entre les murs pare-souffle et les bâtiments à l'intérieur de la zone du dépôt.
- .5 Aucun véhicule ne sera laissé sans surveillance à moins de 10 mètres d'une prise d'eau d'incendie ou à moins de 30 mètres d'un bâtiment où sont entreposés des explosifs.
- .6 Tous les véhicules seront munis d'un extincteur dont la taille et le type permet d'éteindre un incendie qui se déclarerait à bord de ceux-ci.
- .2 ROUTES D'ACCES: Les routes et les bâtiments qui se trouvent à l'intérieur du DMFC Bedford doivent être accessibles en tout temps en cas d'incendie ou d'urgence. Les entrepreneurs qui ont besoin d'obstruer les routes d'accès dans le cadre de l'exécution des travaux s'assureront qu'une voie de chaque route est praticable en tout temps. Les véhicules qui ne sont pas nécessaires au transport du personnel jusqu'à la sortie la plus proche seront garés sur le bord de la route, à l'écart du bâtiment le plus proche.
- .3 RAVITAILLEMENT EN CARBURANT: Il est interdit de ravitailler en carburant les véhicules qui se trouvent à l'intérieur des zones des explosifs. Le remplissage de carburant du matériel léger (tondeuses à gazon, scies à chaîne, etc.) ne peut être fait qu'aux endroits désignés par l'officier de sécurité et par l'officier

1.11 REGLEMENT SUR .3  
LA CIRCULATION  
(Suite)

RAVITAILLEMENT EN CARBURANT:(Suite)  
de la sécurité-incendie. Les pratiques en matière de sécurité se rapportant au ravitaillement du matériel chaud doivent toutes être respectées. Des extincteurs d'incendie adéquats correspondant aux types recommandés par l'officier de la sécurité-incendie doivent être fournis. Seuls les contenants distributeurs de sécurité approuvés et précisés à l'alinéa 1.10.6 seront autorisés dans les limites du dépôt de munitions.

- .4 Toute infraction à l'un des règlements précités entraînera l'annulation immédiate du laissez-passer du véhicule et l'expulsion immédiate du contrevenant du site.

PARTIE 2 - PRODUITS

Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

Sans objet.



## PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

### 1.1 AUTORISATION D'ACCES AUX EMPLACEMENTS .1

Les employés des entrepreneurs doivent chaque matin se présenter au poste de garde principal, signer le registre et obtenir un insigne d'identité qu'ils doivent porter sur eux en tout temps. Lorsqu'ils quittent le complexe à la fin de la journée ou à la pause déjeuner, les employés des entrepreneurs doivent se présenter au poste de garde principal, remettre l'insigne et signer le registre.

### 1.2 STATIONNEMENT .1

Les véhicules des entrepreneurs seront autorisés à circuler dans le périmètre intérieur, pourvu qu'ils circulent pendant de courtes périodes de temps pour charger ou décharger du matériel et du ravitaillement et qu'ils soient ensuite déplacés dans le parc de stationnement supérieur adjacent à la route Windmill ou dans la rue. Le superviseur sur place de la société contractante est autorisé à garer son véhicule pendant de courtes périodes de temps à l'une des places de stationnement réservées aux visiteurs ou, si ces places sont occupées, à garer celui-ci dans le périmètre intérieur lorsqu'il effectue ses visites régulières de progression de l'ouvrage. Il est important de signaler que les véhicules des entrepreneurs qui entrent dans le périmètre intérieur peuvent être soumis, au moment de leur départ, à une fouille qui sera effectuée par le commissionnaire de service. En cas d'abus, RDDC se réserve le droit de limiter le droit de stationnement susmentionné.

## PARTIE 2 - PRODUITS

Sans objet.

## PARTIE 3 - EXÉCUTION

Sans objet.

## PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- 1.1 DÉFINITIONS .1 POLLUTION ET DOMMAGES A L'ENVIRONNEMENT: Présence d'éléments ou d'agents chimiques, physiques ou biologiques qui ont un effet nuisible sur la santé et le bien-être des personnes, qui altèrent les équilibres écologiques importants pour les humains et qui constituent une atteinte aux espèces jouant un rôle important pour ces derniers ou qui dégradent les caractères esthétique, culturel ou historique de l'environnement.
- .2 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT: Prévention/maîtrise de la pollution et de la perturbation de l'habitat et de l'environnement durant la construction. La prévention de la pollution et des dommages à l'environnement couvre la protection des sols, de l'eau, de l'air, des ressources biologiques et culturelles; elle comprend également la gestion de l'esthétique visuelle, du bruit, des déchets solides, chimiques, gazeux et liquides, de l'énergie rayonnante, des matières radioactives et des autres polluants.
- 1.2 FEUX .1 Les feux et le brûlage des déchets sur le chantier sont interdits.
- 1.3 ÉLIMINATION DES DÉCHETS .1 Il est interdit d'enfouir des ordures et des déchets sur les lieux, à moins d'y avoir été autorisé par l'ingénieur.
- .2 Éviter d'éliminer des déchets ou des matières volatiles, comme des essences minérales, du pétrole ou du diluant pour peintures, dans les voies navigables, les égouts pluviaux ou les égouts séparatifs.
- 1.4 PROTECTION DES PLANTES .1 Protéger les arbres et les plantes qui poussent sur les lieux et sur les propriétés adjacentes.
- .2 Protéger les racines des arbres afin d'éviter de les endommager. Éviter de circuler sur les zones de racines et de déverser et d'entreposer des matériaux sur celles-ci de manière inutile.
- 1.5 LUTTE CONTRE LA POLLUTION .1 Entretenir les installations temporaires destinées à prévenir l'érosion et la pollution, et mises en place en vertu de la présente offre à commandes.
- .2 Effectuer un contrôle des émissions provenant de l'équipement et du matériel de chantier afin de satisfaire aux exigences relatives aux émissions des autorités locales.

1.5 LUTTE CONTRE  
LA POLLUTION  
(Suite)

- .3 Éviter que les abrasifs provenant du sablage au jet et d'autres matières étrangères ne contaminent l'air extérieur à la surface des travaux en installant des abris temporaires.
- .4 Recouvrir ou humidifier les matériaux secs et les déchets afin de retenir la poussière et les débris. Assurer le contrôle des poussières sur les routes temporaires.

PARTIE 2 - PRODUITS

Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

Sans objet.

## PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

### 1.1 EXIGENCES GÉNÉRALES

- .1 Sauf indication contraire, utiliser du matériel et de l'équipement neufs.
- .2 Soumettre les renseignements suivants sur le matériel et l'équipement proposés aux fins de fourniture, dans les 14 jours suivant une demande écrite de l'ingénieur:
  - .1 le nom et l'adresse du fabricant;
  - .2 l'appellation commerciale, le modèle et le numéro de catalogue;
  - .3 des données sur le rendement, données descriptives et données d'essais;
  - .4 les instructions de montage ou d'application du fabricant;
  - .5 une preuve des dispositions prises en matière d'approvisionnement.

### 1.2 INSTRUCTIONS DU FABRICANT

- .1 Sauf indication contraire, se conformer aux instructions imprimées les plus récentes concernant les matériaux et les méthodes d'installation des fabricants.
- .2 Informer l'ingénieur par écrit de toute incompatibilité entre le présent devis et les instructions des fabricants. L'ingénieur décidera du document à privilégier.
- .3 Se conformer aux normes indiquées ci-dessus, en tout ou en partie, selon les prescriptions du devis.

### 1.3 LIVRAISON ET ENTREPOSAGE

- .1 Livrer et entreposer le matériel et l'équipement emballés en conservant intacts les sceaux et les étiquettes du fabricant.
- .2 Éviter d'endommager, d'altérer et de salir le matériel et l'équipement pendant la livraison, la manipulation et l'entreposage. Enlever immédiatement des lieux le matériel et l'équipement refusés.
- .3 Entreposer le matériel et l'équipement conformément aux instructions des fournisseurs.

1.4 ACCEPTABILITÉ  
DES MATÉRIAUX

- .1 Seuls les matériaux décrits dans le devis seront jugés « acceptables » pour ce projet.
- .2 Aucune demande d'acceptation des matériaux ne sera recevable dans le cadre de la présente convention d'offre à commandes.

PARTIE 2 - PRODUITS

Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

Sans objet.

## PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

### 1.1 INFORMATION GÉNÉRALE

- .1 Procéder à des opérations de nettoyage et d'élimination de manière à respecter les ordonnances et les lois locales en matière de lutte contre la pollution.
- .2 Stocker les déchets volatiles dans des conteneurs en métal fermés et transporter ceux-ci à l'extérieur des lieux à la fin de chaque journée de travail.
- .3 Assurer une bonne ventilation des locaux pendant l'emploi de substances volatiles ou toxiques. Il est toutefois interdit d'utiliser le système de ventilation du bâtiment à cet effet.
- .4 Empêcher toute accumulation de déchets constituant une situation dangereuse.

### 1.2 PRODUITS DE NETTOYAGE

- .1 Utiliser uniquement les produits de nettoyage recommandés par le fabricant de la surface à nettoyer, et les employer selon les recommandations du fabricant des produits en question.

### 1.3 PROPRETÉ DU CHANTIER

- .1 Nettoyer sur une base quotidienne les débris causés par les travaux de l'entrepreneur et retirer des lieux, à la fin de chaque journée de travail, tous les obstacles dangereux, à l'entière satisfaction de l'ingénieur.
- .2 Éliminer les débris et les matériaux de rebut dans les aires de décharge désignées, situées sur les terres de l'État hors du chantier.
- .3 Établir l'horaire de nettoyage de sorte que la poussière, les débris et les autres saletés soulevées ne retombent pas sur des surfaces humides fraîchement peintes et ne contaminent pas les systèmes du bâtiment.

PARTIE 2 - PRODUITS

Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

Sans objet.

## PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

<u>1.1 EXIGENCES CONNEXES</u>	.1	Section 01 11 00 Instructions Générales.
<u>1.2 DESCRIPTION DES TRAVAUX</u>	.1	Les travaux visés par la présente section comprennent la main-d'œuvre, les matériaux et le matériel nécessaires pour mesurer, disposer et peindre les lignes de signalisation routière et marques sur chaussée, y compris le nettoyage et l'enlèvement des anciennes marques s'il y a lieu.
<u>1.3 RÉFÉRENCES</u>	.1	Office des normes générales du Canada(CGSB)
	.1	CAN/CGSB-1.5-M91, Diluant, essence minérale à faible point d'éclair.
	.2	CAN/CGSB 1.74-01, Peinture alkyde de démarcation routière.
	.2	Santé Canada - Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail(SIMDUT)
	.1	Fiches signalétiques(FS).
	.3	Manuel canadien de la signalisation routière(1998).
<u>1.4 PANNEAUX DE MISE EN GARDE ET BARRIERES</u>	.1	L'entrepreneur devra mettre des panneaux ou des feux de mise en garde à l'approche des zones de travaux.
	.2	Des barrières doivent être placées dans les zones de circulation(entrées, routes et autres zones de grande circulation) afin de dévier la circulation, selon les directives de l'ingénieur.
	.3	L'entrepreneur devra enlever tous les panneaux de mise en garde et les barrières à la fin des travaux ou selon les directives de l'ingénieur.
	.4	La Police militaire, Division de la circulation, devra être prévenue au moins trois(3) jours avant les travaux prévus dans les zones de circulation.



## PARTIE 2 - PRODUITS

### 2.1 MATÉRIAUX

- .1 Peinture:
  - .1 Conforme à la norme CAN/CGSB 1.74-01, Peinture alkyde de démarcation routière.
  - .2 Couleurs conformes à la norme CGSB 1-GP-12C: jaune no. 505-308, noire no. 512-301, blanche no. 513-310.
- .2 Diluant: Conforme à la norme CAN/CGSB-1.5-M91, diluant, essence minérale à faible point d'éclair.
- .3 Microbilles de verre réfléchissantes: Convenant à une application sur une surface fraîchement peinte, destinées à assurer la rétro réflexion des marquages routiers.
- .4 Produits de nettoyage:
  - .1 Les produits abrasifs et les solvants utilisés pour enlever les dépôts de peinture, d'huile, de graisse ou de caoutchouc doivent être des produits brevetés spécialement conçus pour le nettoyage des chaussées et approuvés par l'ingénieur.

## PARTIE 3 - EXÉCUTION

### 3.1 MATÉRIELS

- .1 Engin de marquage: Utiliser un engin de marquage approuvé, fonctionnant sous pression, mobile, pouvant appliquer la peinture uniformément en une ligne continue, en deux lignes continues et en lignes discontinues. L'engin doit pouvoir appliquer les produits de marquage uniformément, aux taux d'application prescrits et selon les dimensions indiquées, et il doit être muni d'un dispositif efficace, à action rapide, servant à interrompre la projection.
- .2 Distributeur: L'engin utilisé doit pouvoir appliquer des microbilles de verre réfléchissantes sur la peinture fraîchement appliquée.
- .3 Le matériel de nettoyage doit convenir à l'application de produit, être en bon état et être approuvé par l'ingénieur.

3.2 ENLEVEMENT DES  
MARQUES SUR LA  
CHAUSSEE

- .1 Les anciennes marques doivent être enlevées aux endroits indiqués sur les plans, dans les spécifications et selon les directives de l'ingénieur.
- .2 Les abrasifs et solvants utilisés pour enlever les marques existantes doivent être approuvés par l'ingénieur.
- .3 Dans les cas où il est possible de repeindre les marques existantes, la peinture utilisée doit être, de l'avis de l'ingénieur, compatible avec la surface et assortie à la couleur de la chaussée.
- .4 Prendre soin de ne pas endommager le revêtement de chaussée durant l'enlèvement des marquages de chaussées existantes.
- .5 Ne pas chauffer le revêtement de chaussée à plus de 120°C durant le passage de la raboteuse.

3.3 NETTOYAGE DES  
RETELEMENTS DE  
CHAUSSEES

- .1 Enlever l'huile, la graisse, la poussière, les contaminants, les particules lâches et les corps étrangers des surfaces désignées.
- .2 Terminer le nettoyage à l'aide d'une balayeuse mécanique, puis d'un balai à main au besoin.
- .3 Veiller à ce que les systèmes de drainage soient libres de débris et de déchets.
- .4 Placer les débris et déchets dans des contenants jetables.

3.4 PROTECTION  
DES MARQUAGES

- .1 Protéger les marquages jusqu'à ce que la peinture soit sèche.
- .2 Réparer les dommages aux surfaces adjacentes, attribuables aux travaux de marquage.

3.5 MISE EN OEUVRE

- .1 Les marques de chaussée doivent être disposées sur une surface approuvée, à la satisfaction de l'ingénieur, et doivent être conçues, positionnées et appliquées de façon uniforme.
- .2 Les lignes existantes doivent, dans la mesure du possible et si elles répondent encore aux besoins, être repeintes, à la demande de l'ingénieur.
- .3 Appliquer la peinture uniquement lorsque la température de l'air est supérieure à 10 degrés Celsius et qu'on ne prévoit pas de pluie.
- .4 Appliquer la peinture uniformément et à raison de 3m<sup>2</sup>/L.

3.5 MISE EN OEUVRE  
(Suite)

- .5 Ne pas diluer la peinture sans l'autorisation de l'ingénieur.
- .6 Les lettres et les symboles marqués doivent être de dimensions indiquées.
- .7 Les lignes peintes doivent avoir une teinte et une densité uniformes, et les démarcations doivent être nettes.
- .8 Bien nettoyer le réservoir de peinture de l'engin de marquage avant de le remplir avec de la peinture d'une couleur différente.
- .9 Appliquer la peinture à l'aide d'équipement spécifié seulement.
- .10 Saupoudrer les microbilles de verre à raison de 0.5 kilogramme par litre de peinture appliquée, immédiatement après l'application de celle-ci.

3.6 MESURAGE AUX  
FINS DE PAIEMENT

- .1 Pour les besoins du paiement, la peinture de signalisation sera mesurée de la façon suivante:
  - .1 SIGNALISATION ROUTIERE(toutes les lignes de signalisation, les lignes d'arrêt, les lignes de stationnement et les passages pour piétons):
    - .1 0-10cm de large: paiement au mètre linéaire;
    - .2 Plus de 10-15cm de large: paiement au mètre linéaire;
    - .3 Plus de 15-20cm de large: paiement au mètre linéaire;
    - .4 Plus de 20-30cm de large: paiement au mètre linéaire;
    - .5 Plus de 30-40cm de large: paiement au mètre linéaire;
    - .6 Plus de 40-50cm de large: paiement au mètre linéaire;
    - .7 Plus de 50-60cm de large: paiement au mètre linéaire;
    - .8 Lignes discontinues: calcul selon la méthode utilisée pour les lignes continues.
  - .2 FLECHES SUR LA CHAUSSÉE: Un seul prix par flèche, indiqué dans le devis.
  - .3 CHIFFRES ET LETTRES: Un seul prix par chiffre ou lettre pour chacune des deux tailles indiquées dans le devis.

3.6 MESURAGE AUX  
FINS DE PAIEMENT  
(Suite)

- .1 (Suite)
- .3 CHIFFRES ET LETTRES:(Suite)  
(Exemple) - Une seul prix par chiffre ou lettre de la taille indiquée pour les zones rurales. Un seul prix pour chaque chiffre ou lettre selon la taille « recommandée » pour les zones urbaines.
- .4 Les lignes ou marques non précisées dans les présentes seront facturées individuellement, à un prix convenu par écrit entre l'entrepreneur et l'ingénieur, avant l'établissement du formulaire PWGSC-TPSGC 942 pour ce travail.
- .5 L'entrepreneur doit aussi donner un prix de minimum pour le transport des matériaux, du matériel, de l'équipement et de la main d'œuvre sur les lieux des travaux. Ce prix sera également convenu par écrit entre l'entrepreneur et l'ingénieur, avant l'établissement du formulaire PWGSC-TPSGC 942 pour ce travail.

3.7 PRÉPARATION  
DE LA SIGNALISATION  
ET DES MARQUES

- .1 Tout le travail de préparation, les mesures sur place et la disposition des lignes et marques à peindre sont à la charge du fournisseur, qui en tiendra compte dans le prix fixé par ligne ou marque de signalisation.

FIGURE C1-1


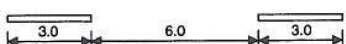

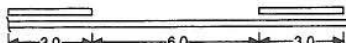
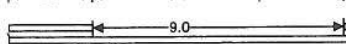



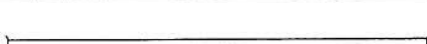

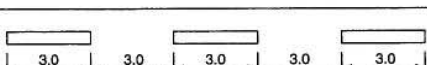
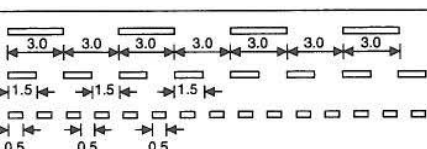
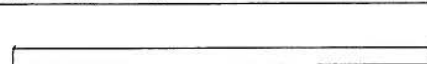
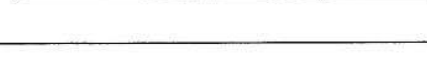


LONGITUDINAL AND TRANSVERSE MARKINGS				
	NAME OF LINE	LENGTH DIMENSIONS (m)	WIDTH DIMENSIONS (mm)	USE
LONGITUDINAL	SOLID		100-150	EDGE LINES (WHITE OR YELLOW), DIRECTIONAL DIVIDING LINES (YELLOW), LANE LINES PROHIBITING LANE CHANGES (WHITE)
	BROKEN	 	100-150 100-150	DIRECTIONAL DIVIDING LINES (YELLOW) LANE LINES (WHITE) NOTE: LOW SPEED APPLICATION 3:6 HIGH SPEED APPLICATION 3:9
	SIMULTANEOUS SOLID AND BROKEN	 	100-150 100-150 100-150 100-150	DIRECTIONAL DIVIDING LINES, TWO-WAY LEFT TURN LANES (YELLOW), LANE LINES WHERE LANE CHANGES FROM ONE SIDE ARE PROHIBITED (WHITE) NOTE: LOW SPEED APPLICATION 3:6 HIGH SPEED APPLICATION 3:9
	DOUBLE SOLID		100-150 100-150 100-150	DIRECTIONAL DIVIDING LINES (YELLOW)
	DOUBLE BROKEN		100-150 100-150 100-150	REVERSIBLE LANE (YELLOW), LANE LINES ON A WITH-FLOW PART-TIME RESERVED LANE (WHITE)
	WIDE SOLID		200	LANE LINES ON THE LEFT OF FULL-TIME RESERVED LANES (YELLOW FOR CONTRA-FLOW, WHITE FOR WITH-FLOW)
	WIDE SOLID		200-300	EDGELINES IN CRITICAL AREAS (WHITE ON THE RIGHT, YELLOW ON THE LEFT)
	WIDE BROKEN		200-300	WHITE LANE LINE ON A WITH-FLOW RESERVED LANE IN ADVANCE OF AN INTERSECTION WITH PERMISSIBLE RIGHT TURNS
	WIDE DASHED		200-300	CONTINUITY LINES IN MERGING AND DIVERGING AREAS, SPECIAL FUNCTION LANE LINES (WHITE)
	DASHED	  	100-150 100-150 100-150	CONTINUITY LINES IN MERGING AND DIVERGING AREAS AND TAPERS FOR LEFT-TURN AND RIGHT-TURN LANES BUS BAY (WHITE) GUIDING LINES (e.g. INTERSECTION MOVEMENTS) (YELLOW-EXTENSION OF DIRECTIONAL DIVIDING LINE) (WHITE-EXTENSION OF LANE LINE)
TRANSVERSE	STOP		300-600	INTERSECTION STOP LINES (WHITE)
	CROSSWALK		100-200	CROSSWALKS (WHITE)

FIGURE C1-1

FIGURE C1-2

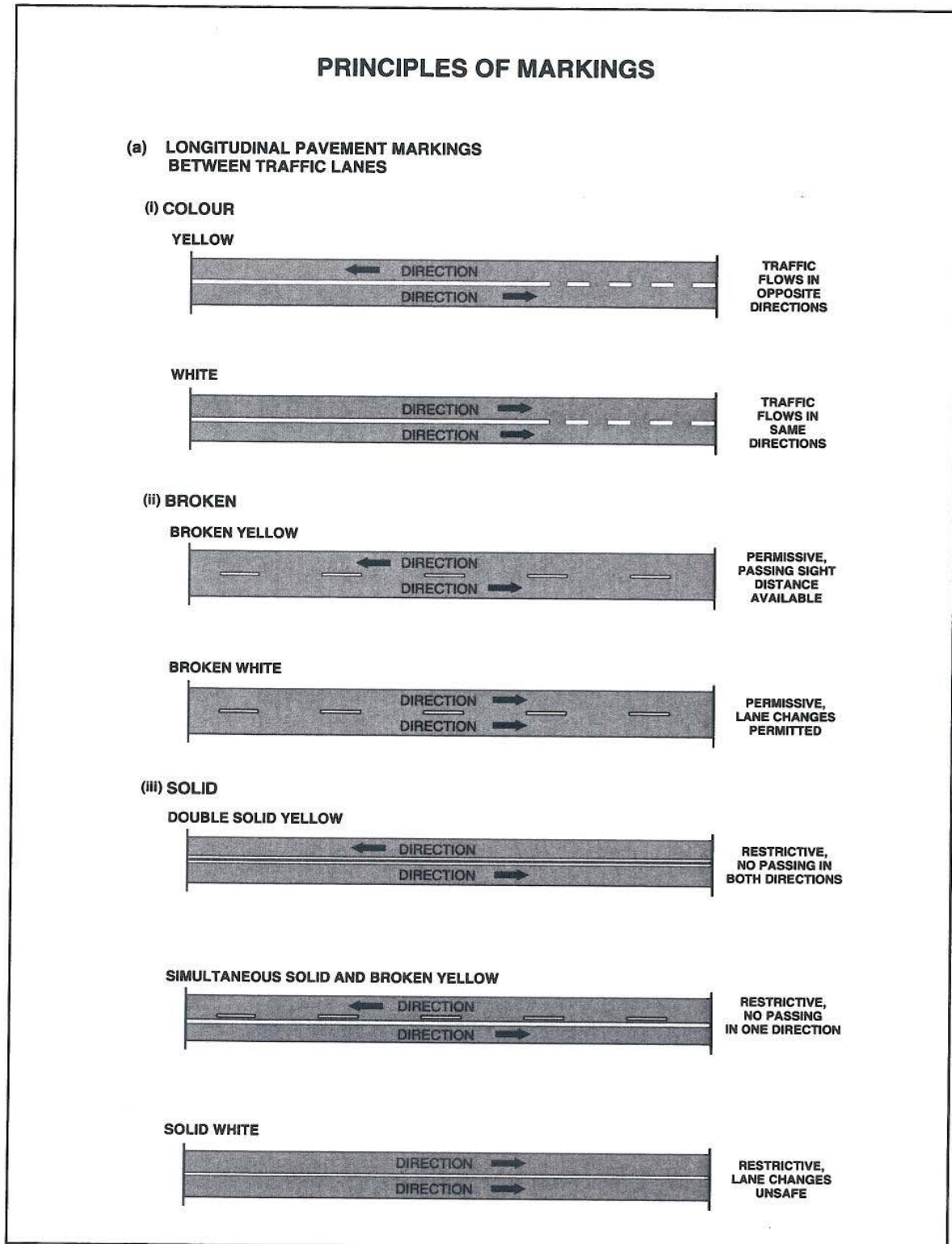


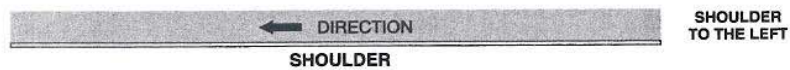
FIGURE C1-2

FIGURE C1-2 CON'T

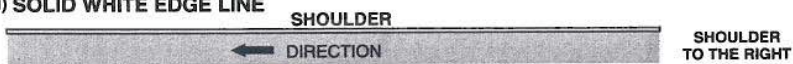
## PRINCIPLES OF MARKINGS

(b) LONGITUDINAL PAVEMENT MARKINGS  
BETWEEN TRAFFIC LANES AND SHOULDERS

## (i) SOLID YELLOW EDGE LINE



## (ii) SOLID WHITE EDGE LINE



## (c) WIDE LINES

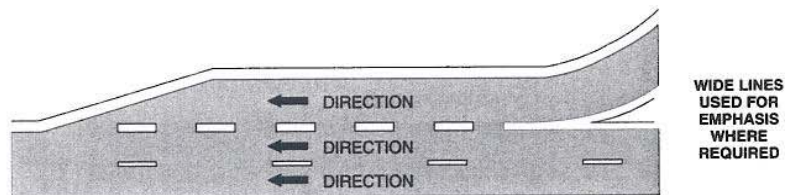


FIGURE C1-2 CON'T

FIGURE C1-3

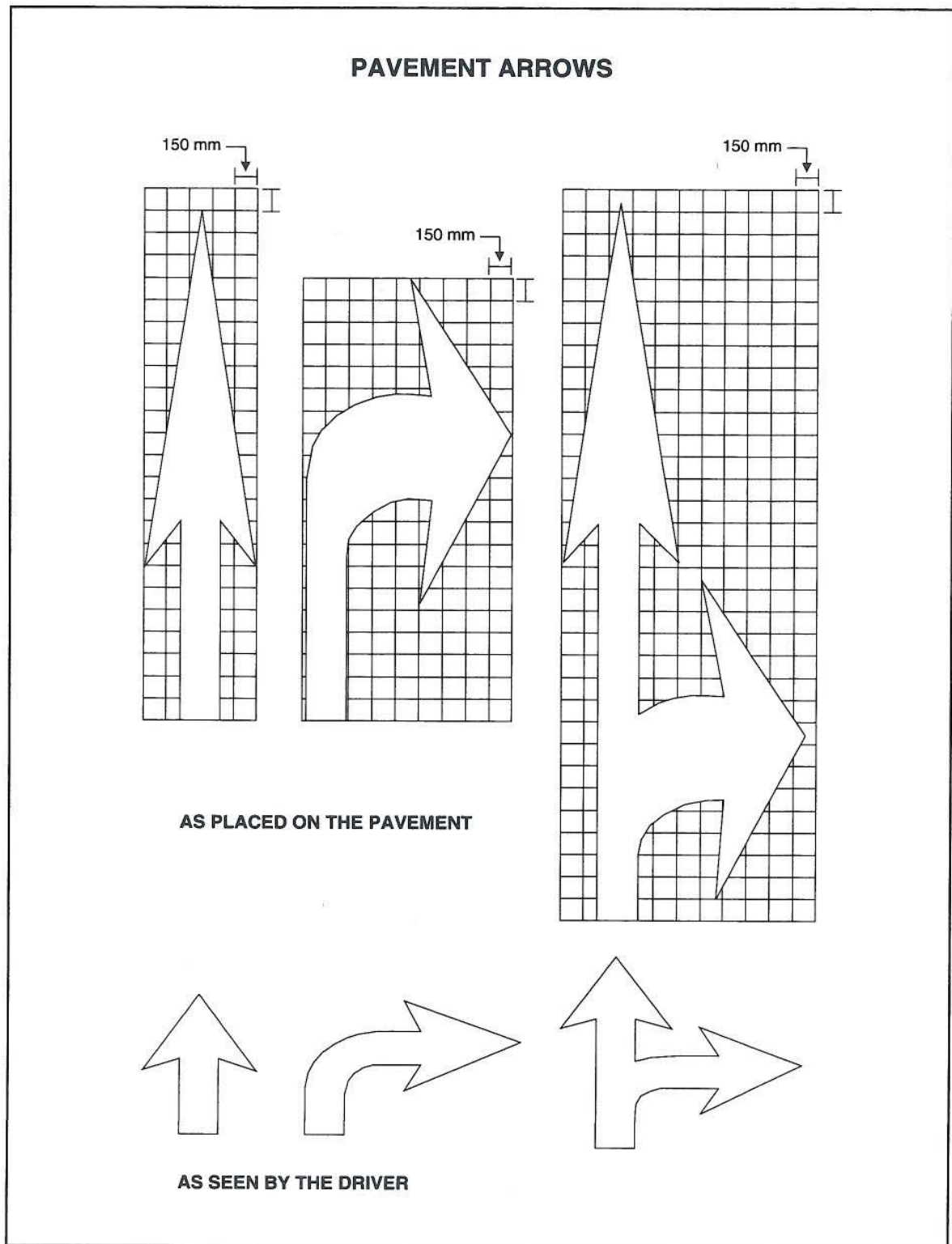


FIGURE C1-3



FIGURE C1-4

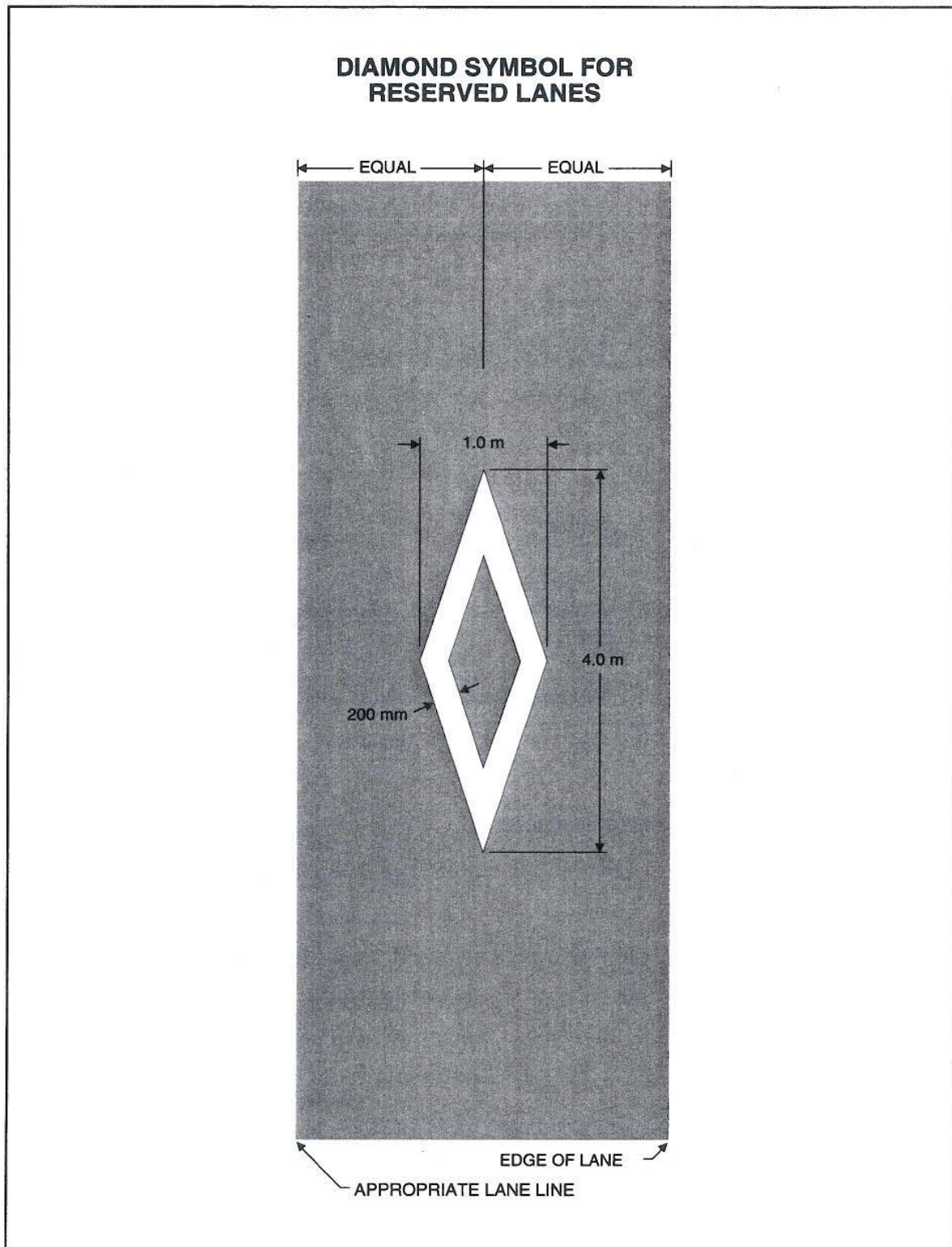


FIGURE C1-4

FIGURE C1-5

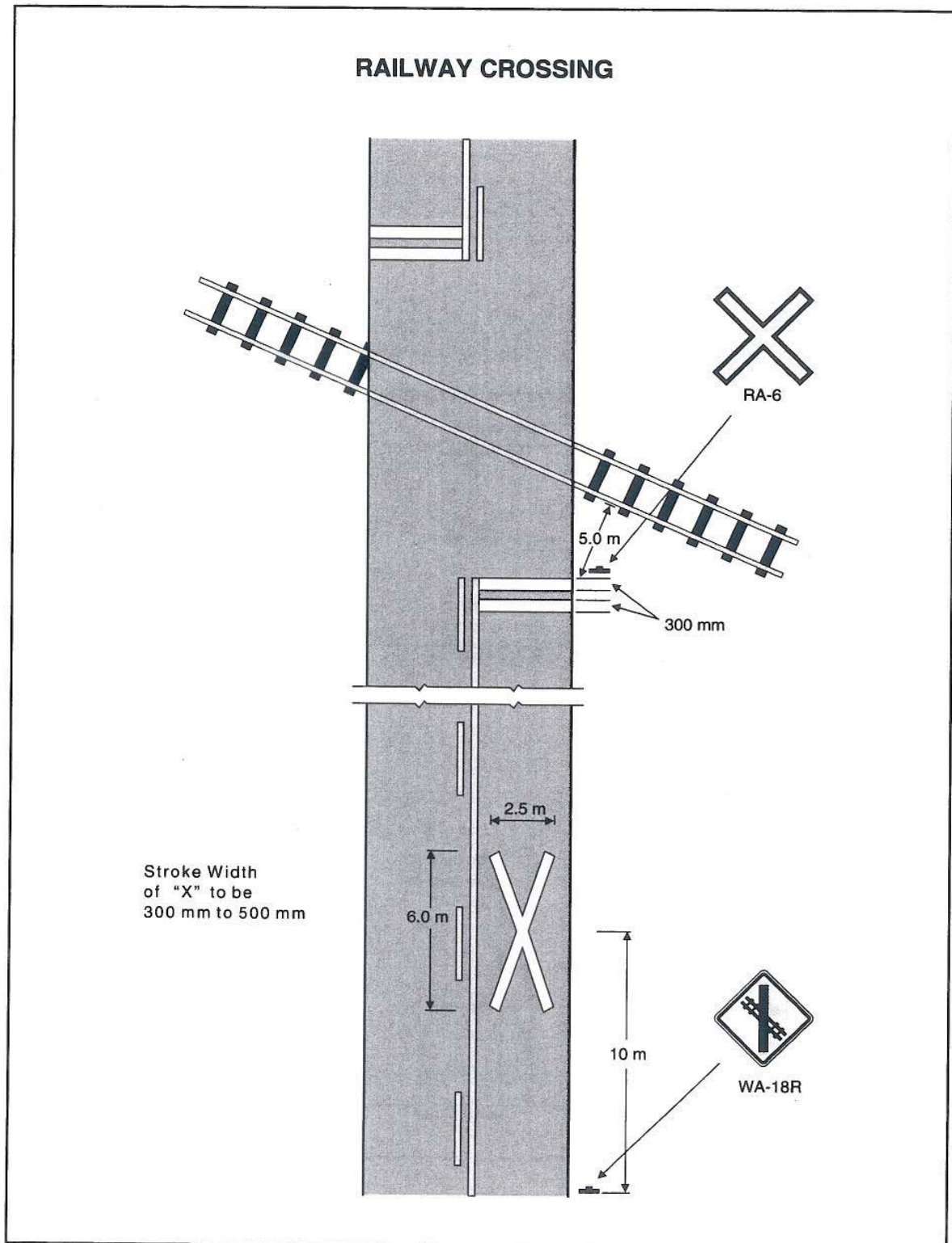


FIGURE C1-5

FIGURE C1-6

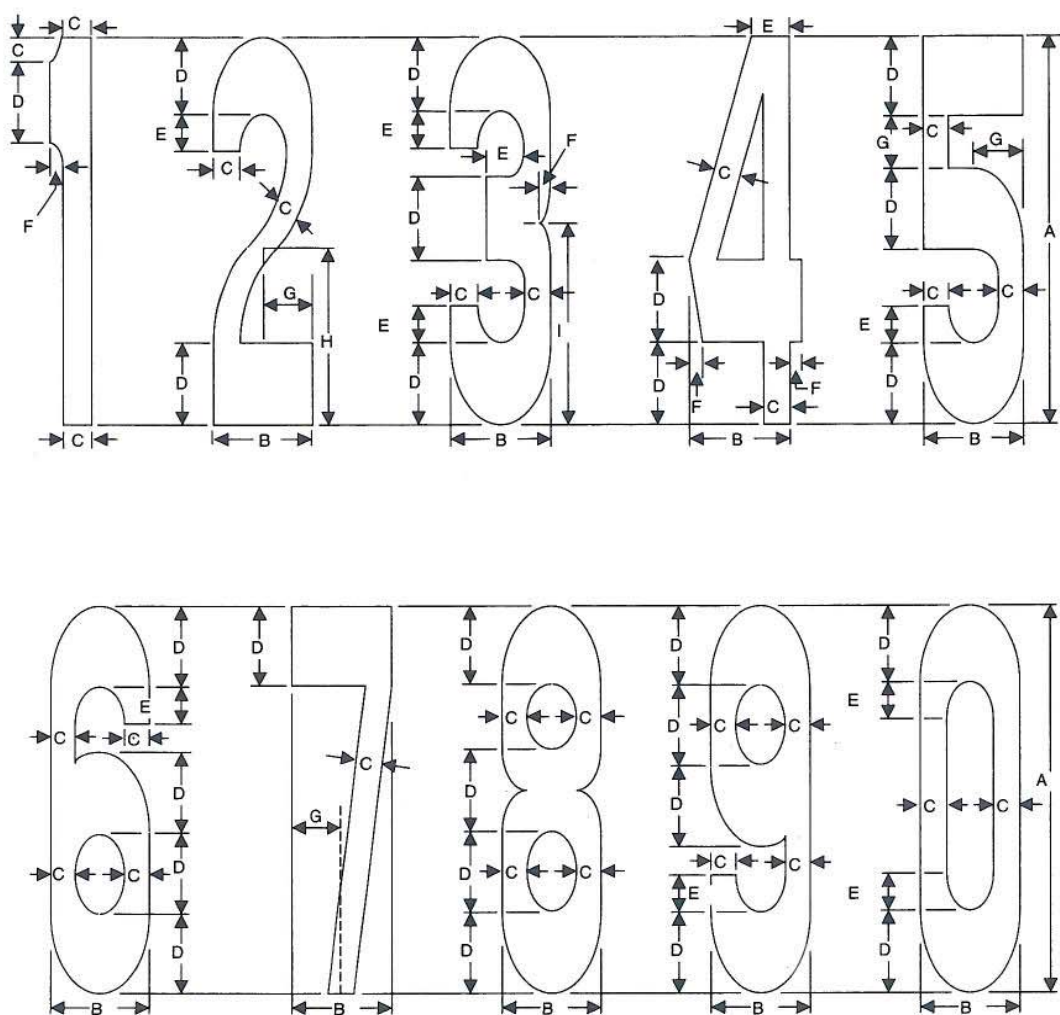
**STANDARD PAVEMENT MARKING  
NUMERALS**

FIGURE C1-6

FIGURE C1-7

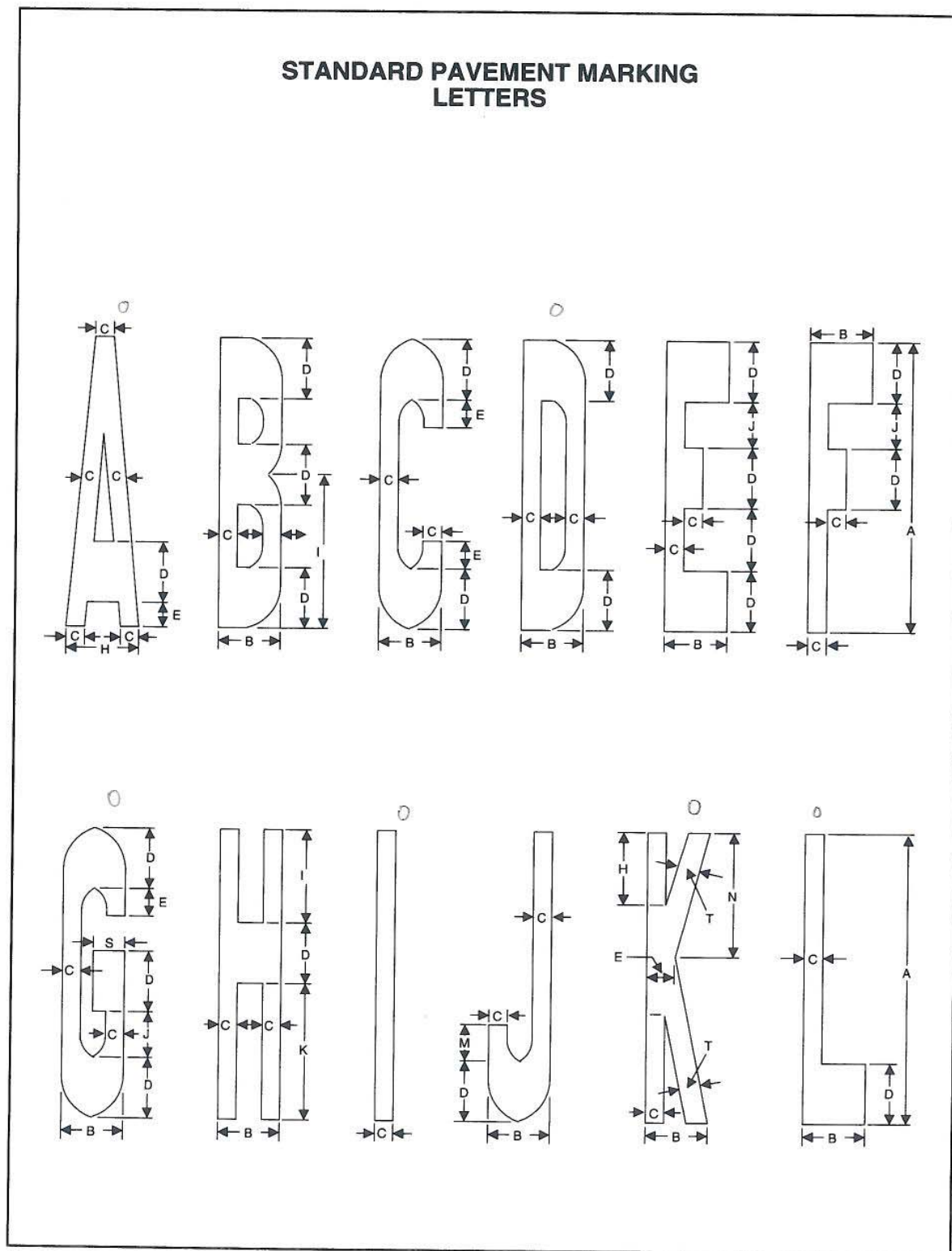


FIGURE C1-7



FIGURE C1-8

# STANDARD PAVEMENT MARKING LETTERS

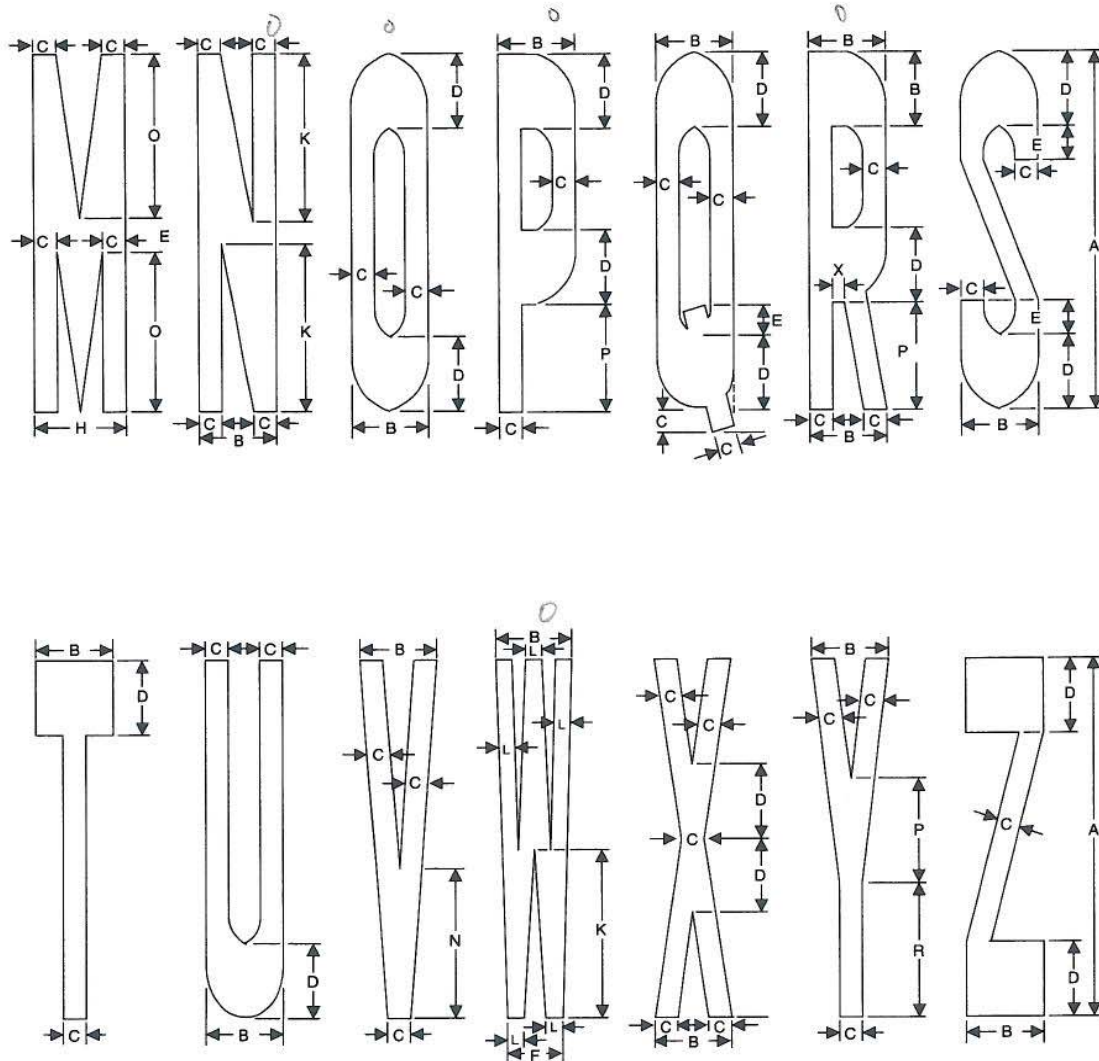
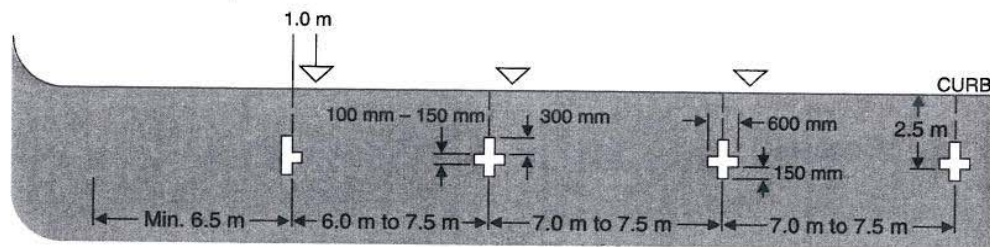


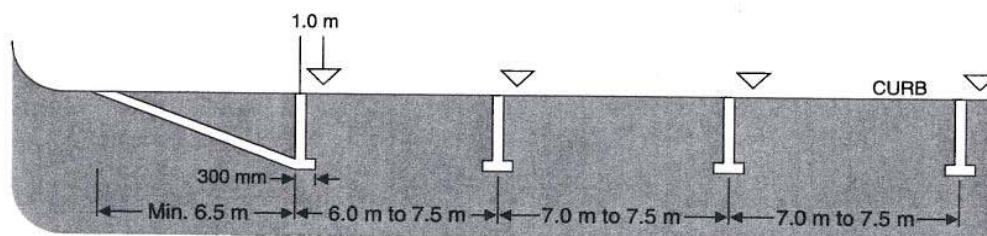
FIGURE C1-8

FIGURE C3-4

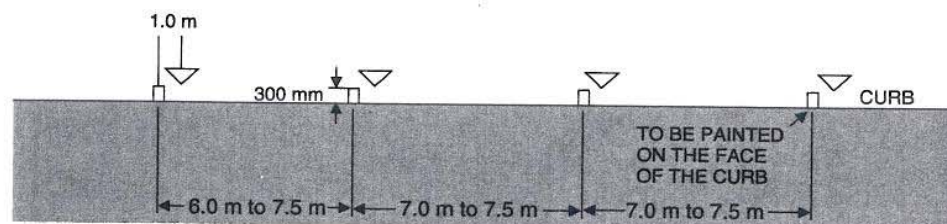
# TYPICAL PAVEMENT MARKINGS PARALLEL PARKING



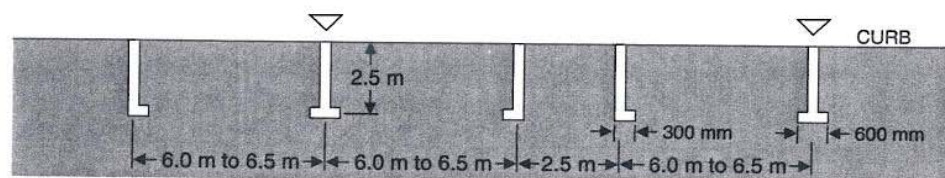
SINGLE METERS



SINGLE METERS



SINGLE METERS



TWIN METERS

FIGURE C3-4

FIGURE C3-5

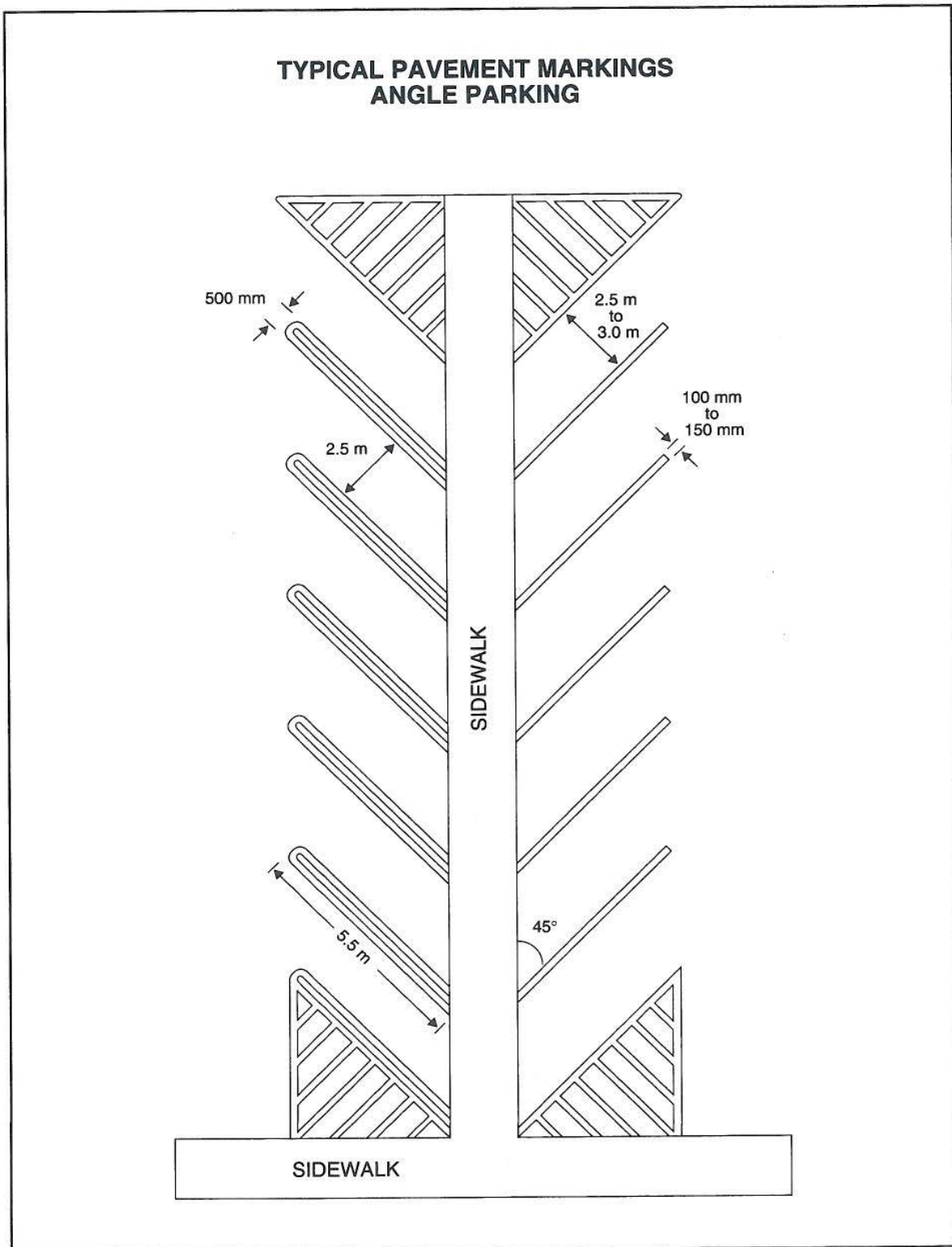


FIGURE C3-5

TABLE C1-1

**TABLE C1-1**  
**STANDARD PAVEMENT MARKING DIMENSIONS**

Dimension	Rural (mm)	Urban Recommended (mm)	Urban Minimum (mm)
<b>Numerals (Figure C1-6)</b>			
A	2400	1800	1200
B	600	450	300
C	150	110	75
D	500	375	250
E	225	165	110
F	75	55	40
G	300	225	150
H	1100	825	550
I	125	925	625
<b>Letters (Figures C1-7 &amp; C1-8)</b>			
A	2400	1800	1200
B	500	450	300
C	150	110	75
D	500	375	250
E	225	165	125
F	350	290	200
G	200	110	75
H	600	500	350
I	775	580	390
J	375	280	190
K	1125	845	610
L	100	80	65
M	300	225	150
N	1025	850	510
O	1075	875	525
P	725	540	360
R	900	675	450
S	250	225	150
T	175	125	90
X	75	75	50